

## Niveaux d'APD en 2020 – Données préliminaires : Note de synthèse détaillée

Cette information a été rendue publique en avril 2021.

Contacts : Yasmin Ahmad, [Yasmin.Ahmad@oecd.org](mailto:Yasmin.Ahmad@oecd.org)

JT03556483



OCDE -- Paris, le 13 avril 2021

## Les dépenses liées au COVID-19 ont contribué à hisser l'aide extérieure à un niveau sans précédent en 2020

### Chiffres préliminaires de l'APD en 2020

En 2020, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est établie au total à 161.2 milliards USD, ce qui représente 0.32 % de leur revenu national brut (RNB) combiné (voir Tableau 1 et Graphique 1). Ce total se décompose comme suit : 158.0 milliards USD sous forme de dons, de prêts à des entités souveraines, d'allègements de dette et de contributions à des institutions multilatérales (calculés sur la base de l'équivalent-don), 1.3 milliard USD consacrés à des structures utilisant des instruments du secteur privé (ISP) axés sur le développement, et 1.9 milliard sous la forme de prêts nets accordés à des entreprises privées opérant dans des pays admis à bénéficier de l'APD et de prises de participation dans de telles entreprises.

L'APD totale a augmenté en 2020 de 3.5 % en termes réels par rapport à son niveau de 2019 (voir Tableau 2), atteignant ainsi le plus haut niveau jamais enregistré<sup>1</sup>. Cette augmentation est due pour une part au soutien apporté par les membres du CAD à une reprise mondiale inclusive dans le contexte de la pandémie, et pour une part à l'augmentation des prêts souverains bilatéraux consentis par quelques membres accordant des prêts. La plupart des donateurs avaient déjà adopté leurs budgets d'APD lorsque la pandémie a frappé, et ont été capables de maintenir les engagements d'APD qui étaient prévus. En outre, certains d'entre eux ont été à même de mobiliser rapidement des fonds additionnels pour accompagner les pays en développement face à ces circonstances exceptionnelles.

D'après les premières estimations, sur le total de l'APD consentie, les pays du CAD ont dépensé 12 milliards USD en 2020 pour des activités liées au COVID-19<sup>2</sup> (voir Tableau 3). Les Institutions de l'UE ont dépensé 9 milliards USD. Lors d'une enquête spéciale menée par l'OCDE en 2020<sup>3</sup>, outre les financements additionnels mobilisés, de nombreux fournisseurs de coopération pour le développement ont indiqué avoir réorienté des fonds issus des programmes de coopération pour le développement de 2020 au profit d'activités liées à la pandémie de COVID-19 ; la plupart ont toutefois précisé qu'ils n'avaient pas interrompu les programmes de développement en cours. Les fournisseurs ont indiqué que, sur le court terme, leur réponse avait été guidée par la nécessité d'enrayer la propagation du virus et d'en atténuer les conséquences, et avait été essentiellement centrée sur les systèmes de santé, l'aide humanitaire et la sécurité alimentaire.

<sup>1</sup> L'APD totale a atteint en 2020 le niveau le plus élevé jamais enregistré, et sur la base de l'équivalent-don et selon la méthodologie des flux financiers.

<sup>2</sup> Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donateurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur.

<sup>3</sup> [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2020\)35/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2020)35/en/pdf).

Certains ont déclaré qu'ils axeraient leur action à moyen terme sur la mise à disposition d'outils diagnostiques et de vaccins pour les pays les plus démunis. Ils ont été nombreux à préciser qu'ils apporteraient également un soutien pour remédier aux conséquences économiques et sociales de la pandémie.

### **Méthodologie utilisée par le CAD-OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique**

En 2014, les membres du CAD de l'OCDE ont décidé de moderniser la notification des prêts concessionnels et d'évaluer l'élément de libéralité en appliquant des taux d'actualisation différenciés selon le groupe de revenu, et en introduisant un système d'équivalent-don pour le calcul des chiffres de l'APD. Au lieu d'enregistrer les flux financiers effectifs entre un donneur et un pays bénéficiaire, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global pour l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé en valeur monétaire<sup>4</sup>. La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et incite davantage à fournir des dons et des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu.

En 2016, les membres du CAD ont également décidé d'appliquer la méthode de l'équivalent-don à des instruments autres que les dons, tels que les titres de participation ou les instruments du secteur privé (ISP) afin de mieux rendre compte de l'effort consenti par les donateurs. Ils sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts aux institutions multilatérales. En 2020, ils se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don pour les opérations d'allègement de la dette. Ils ne sont toutefois pas encore parvenus à un accord sur la méthode de calcul de l'équivalent-don d'APD pour les prises de participation et les ISP. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD ont décidé de modalités provisoires de notification pour les ISP, selon lesquelles soit les contributions à des institutions de financement du développement (IFD) et d'autres structures recourant aux ISP peuvent être comptabilisées à leur valeur nominale (approche institutionnelle), soit les prêts et prises de participation directement négociés avec des entités du secteur privé peuvent être comptabilisés sur la base des flux financiers (approche fondée sur les instruments)<sup>5</sup>, le produit de toute cession de participations étant plafonné à la valeur de l'investissement initial. Les membres du CAD poursuivront leurs travaux, avec le soutien du Secrétariat de l'OCDE, afin de parvenir à un accord pour rendre la notification des ISP conforme à la nouvelle méthode de l'équivalent-don.

Ce changement dans la méthode de calcul de l'APD a pris effet à compter de 2019 avec la publication des chiffres de l'APD consentie en 2018, et le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les Tableaux 1 et 2.

L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD aboutit, pour 2020, à des niveaux d'APD de 0.09 % supérieurs pour l'ensemble des pays du CAD, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Japon (+19 %), Espagne (+9 %) et la France (-11%).

Les nouveaux chiffres globaux de l'APD calculée sur la base de « l'équivalent don » ne sont plus comparables avec les séries rétrospectives fondées sur les « flux financiers ». Selon la méthode

<sup>4</sup> Pour en savoir plus, voir : <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-publique-au-developpement.htm>.

<sup>5</sup> Pour en savoir plus, voir : [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

des flux financiers, l'apport net de capitaux sur la durée de vie d'un prêt est nul car les remboursements du principal sont déduits au moment où ils interviennent ; les paiements d'intérêts ne sont pas pris en compte<sup>6</sup>. Selon la méthode de l'équivalent don, tant les remboursements d'intérêts que les remboursements du principal sont pris en compte, mais à leur valeur actualisée.

Par souci de transparence, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculée sur la base des flux financiers, mais depuis les données de 2018, les chiffres globaux de l'APD permettant de mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du RNB sont publiés sur la base de l'équivalent-don.

### **Performances des donateurs bilatéraux en 2020 sur la base de l'équivalent-don**

Les États-Unis demeurent le principal donneur d'APD du CAD (35.5 milliards USD), suivis par l'Allemagne (28.4 milliards USD), le Royaume-Uni (18.6 milliards USD), le Japon (16.3 milliards USD) et la France (14.1 milliards USD). Plusieurs pays ont atteint ou dépassé le niveau de 0.7 % fixé par les Nations Unies pour le rapport de l'APD au RNB : l'Allemagne (0.73 %), le Danemark (0.73 %), le Luxembourg (1.02 %), la Norvège (1.11 %), le Royaume-Uni (0.70 %) et la Suède (1.14 %). De nombreux fournisseurs non membres du CAD peuvent se prévaloir d'une longue tradition de coopération pour le développement. Selon les données préliminaires pour 2020 notifiées à l'OCDE, la Turquie a dépassé le niveau de 0.7 % en termes de ratio APD/RNB, affichant un pourcentage de 1.12 %.

En 2020, l'APD totale consentie par l'ensemble des pays membres du CAD, en pourcentage du RNB, s'est établie à 0.32 %, contre 0.30 % en 2019.

Le coût des réfugiés dans les pays donateurs s'est élevé à 9.0 milliards USD en 2020, soit un repli de 9.5 % en termes réels par rapport à 2019. Si l'on exclut ces coûts, l'APD a augmenté de 4.4 % en termes réels. Les coûts des réfugiés dans les pays donateurs ont représenté plus de 10 % de l'APD totale pour le Canada, l'Islande et les Pays-Bas, et plus de 8% pour l'Allemagne, la France et la Suisse (voir Tableau 4).

Les prêts souverains bilatéraux des membres du CAD calculés sur la base de l'équivalent-don ont progressé de 38.7 % en termes réels par rapport à 2019. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses en termes réels des prêts souverains calculés sur la base de l'équivalent-don sont l'Allemagne (69 %), la France (63 %), l'Italie (55 %), le Japon (11 %) et le Portugal (143 %), tandis que les prêts souverains consentis par les institutions de l'UE ont également augmenté (136 %).

L'APD a augmenté dans 16 pays membres du CAD, certains d'entre eux ayant substantiellement accru leurs budgets pour soutenir les pays en développement face à la pandémie. De fortes hausses ont été enregistrées dans les pays suivants : Allemagne, Canada, Finlande, France, Islande, Hongrie, Norvège, République slovaque, Suède et Suisse. L'APD a en revanche accusé un recul dans 13 pays, les baisses les plus marquées étant observées en Australie, en Corée, en Grèce, en Italie, au Luxembourg, au Portugal et au Royaume-Uni.

Les donateurs du G7 ont fourni 76 % de l'APD totale, et la part du total apportée par les pays de l'UE membres du CAD s'est établie à 45 %.

<sup>6</sup> La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

L'APD consentie par les 19 pays du CAD qui font partie de l'UE<sup>7</sup> s'est montée à 72.7 milliards USD, ce qui représente une augmentation de 7.8 % en termes réels par rapport à 2019, et équivaut à 0.50 % de leur RNB combiné.

- Autriche (+0.6 %) : légère augmentation suite à des contributions aux organisations multilatérales ;
- Belgique (+2.8 %) : en raison d'une augmentation des contributions aux organisations multilatérales, en particulier aux institutions des Nations Unies ;
- République tchèque (-5.2 %) : en raison d'une baisse du volume des allègements de dette par rapport à 2019 ;
- Danemark (+0.5 %) : à la suite d'une légère augmentation de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Finlande (+8.1 %) : en raison d'une augmentation de ses contributions multilatérales ;
- France (+10.9 %) : en raison d'une hausse de son aide bilatérale et ses financements induits par la pandémie de COVID-19, y compris par des prêts ;
- Allemagne (+13.7 %) : en grande partie du fait de la mobilisation de ressources additionnelles d'APD pour lutter contre la pandémie ;
- Grèce (-36.2 %) : sous l'effet d'une baisse des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Hongrie (+35.8 %) : en raison d'une augmentation de son programme global d'aide ;
- Irlande (-4.1 %) : en raison d'une baisse du volume des coûts notifiés au titre des réfugiés sur le territoire ;
- Italie (-7.1 %) : en raison d'une diminution des dons bilatéraux et des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Luxembourg (-9.2 %) : en raison d'un recul de ses dons bilatéraux ;
- Pays-Bas (-2.8 %) : en raison de la baisse du RNB, car les Pays-Bas ont maintenu le même ratio d'APD/RNB qu'en 2019 ;
- Pologne (+1.1 %) : légère augmentation consécutive à une contribution accrue aux institutions de l'UE ;
- Portugal (-10.6 %) : du fait d'une diminution de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- République slovaque (+16.3 %) : du fait d'opérations d'allègement de la dette ;
- Slovénie (-1.7 %) : en raison d'une légère baisse de son aide bilatérale ;
- Espagne (-1.8 %) : en raison d'une légère baisse de son aide bilatérale ;
- Suède (+17.1 %) : du fait des contributions versées au Fonds vert pour le climat.

L'APD totale consentie par les institutions de l'UE a sensiblement progressé, de 25.4 % en termes réels, du fait qu'elles ont mobilisé un montant significatif de fonds au profit d'activités liées à la pandémie de COVID-19 et que leurs prêts souverains ont augmenté de 136 % en termes réels par rapport à 2019.

L'APD totale versée par les autres pays du CAD a augmenté ou diminué en termes réels comme suit :

- Australie (-10.6 %) : en raison de dépenses ralenties suite à la pandémie, tout en maintenant un engagement global de son programme d'aide à 4 milliards AUD ;
- Canada (+7.7 %) : sous l'effet de hausses du financement climatique et des coûts des réfugiés sur le territoire ;

<sup>7</sup> Cette publication présente des séries chronologiques qui se prolongent après la date de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 1er février 2020. Pour préserver la cohérence des séries, l'agrégat « Union européenne » présenté ici exclut le Royaume-Uni de toutes les séries chronologiques.

- Islande (+7.8 %) : en raison d'une augmentation de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Japon (+1.2 %) : du fait de l'augmentation de ses prêts bilatéraux ;
- Corée (-8.6 %) : du fait de réductions dans le programme global d'aide ;
- Nouvelle-Zélande (-5.2 %) : en raison d'une baisse de l'aide bilatérale ;
- Norvège (+8.4 %) : en raison d'une augmentation de l'APD liée à la santé et des contributions versées au Fonds vert pour le climat ;
- Suisse (+8.8 %) : s'explique par l'expansion globale de son budget d'aide et un financement additionnel destiné à accompagner les pays en développement dans leur lutte contre la pandémie ;
- Royaume-Uni (-10.0 %) : du fait de la baisse de son RNB car le Royaume-Uni a maintenu son engagement à l'égard de l'objectif d'un ratio APD/RNB de 0.7 % ;
- États-Unis (+4.7 %) : en raison d'une augmentation des contributions aux organisations multilatérales ;

D'autres pays fournisseurs ont également apporté des contributions de grande ampleur aux efforts de coopération pour le développement en 2020, en fonction de l'avantage comparatif de leurs programmes respectifs. Parmi ceux qui ont notifié leurs apports de fonds à l'appui du développement à l'OCDE, quelques changements sont à noter :

- Bulgarie (+24.7 %) : en raison d'une augmentation des contributions aux institutions de l'UE et à d'autres organisations multilatérales ;
- Croatie (+14.2 %) : du fait de l'expansion de son programme global d'aide ;
- Chypre<sup>8</sup> (-0.1 %) ;
- Estonie (+1.2 %) ;
- Israël (-1.9 %) ;
- Lettonie (+14.8 %) : du fait d'une augmentation de ses contributions aux institutions de l'UE ;
- Liechtenstein (+7.2 %) : du fait d'une hausse de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Lituanie (-3.8 %) : sous l'effet d'une baisse des contributions aux institutions de l'UE ;
- Malte (+38.3 %) : du fait d'une hausse des dons bilatéraux ;
- Qatar (-8.4 %) : sous l'effet d'une contraction de son aide bilatérale, en particulier sous la forme de soutien budgétaire ;
- Roumanie (+17.1 %) : en raison d'une augmentation de son programme global d'aide ;
- Arabie saoudite (-25.2 %) : du fait d'une diminution de son programme d'aide bilatérale ;
- Turquie (+1.2 %) ;
- Taipei chinois (+25.8 %) : du fait d'une augmentation de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Émirats arabes unis (-26.3 %) : du fait d'une diminution de ses prêts bilatéraux.

---

<sup>8</sup> Note de la Turquie : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'Île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'Île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord.

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : la République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

## Apports d'APD calculés sur la base des flux financiers

Comme indiqué plus haut, les chiffres globaux de l'APD calculés sur la base de l'« équivalent-don » ne sont pas comparables avec les séries rétrospectives calculées sur la base des « flux financiers ». À des fins de transparence et d'analyse de l'évolution des tendances, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculées sur la base des flux financiers. Les données suivantes se réfèrent aux apports nets d'APD calculés sur la base des flux financiers, sauf mention contraire.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se sont élevés à 161.0 milliards USD en 2020, soit une augmentation de 7 % en termes réels par rapport à 2019 (voir Tableau 2).

Les apports nets d'APD bilatérale (assistance technique, programmes et projets), qui représentent un peu plus de la moitié de l'APD totale nette, ont progressé de 8 % en termes réels entre 2019 et 2020. Les contributions aux organisations multilatérales, qui représentent environ un tiers de l'APD totale, ont augmenté de 9 %. L'aide humanitaire s'est élevée à 18 milliards USD, soit une hausse de 6 % en termes réels par rapport à 2019. Les dons au titre de l'allègement de la dette ont également progressé, pour atteindre 554 millions USD (voir Graphique 2).

En 2020, 22 % de l'APD bilatérale brute consentie par les membres du CAD l'a été sous la forme d'apports hors dons (prêts et prises de participation), soit une augmentation par rapport au niveau des années précédentes qui se situait aux alentours de 17 %. Le reste de l'APD bilatérale est fourni sous forme de dons.

Les données préliminaires de 2020 montrent que les apports nets d'APD bilatérale fournis par les membres du CAD à l'Afrique se sont élevés à 39 milliards USD, soit une hausse de 4.1 % en termes réels par rapport à 2019. À l'inverse, l'APD nette consentie à l'Afrique subsaharienne, qui s'est établie à 31 milliards USD, a accusé un recul de 1 % en termes réels.

S'agissant de la répartition par catégorie de revenu, les apports nets d'APD bilatérale consentis par l'ensemble des membres du CAD aux pays à faible revenu se sont établis à 25 milliards USD, soit une baisse de 3.5 % en termes réels par rapport à 2019. L'APD bilatérale nette affectée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en revanche, s'est élevée à 33 milliards USD, ce qui représente une progression de 6.9 % en termes réels. L'APD nette consentie aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a également augmenté, de 36.1 %, pour atteindre 18 milliards USD. Les apports nets d'APD consentis aux pays à revenu élevé ont plus que triplé, pour s'établir à 372 millions USD. Ces tendances, ainsi que l'augmentation de la part des prêts dans l'APD, laissent penser que cette composante de l'augmentation de l'APD en 2020 est à mettre au compte de prêts aux pays à revenu intermédiaire.

Il ressort des données préliminaires que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD au groupe des pays les moins avancés se sont élevés à 34 milliards USD, soit une augmentation de 1.8 % en termes réels par rapport au niveau de 2019.

## L'APD demeure résiliente en ces temps de crise

L'APD nette a plus que doublé en termes réels depuis 2000 (soit une hausse de 110 %). Elle a progressé de 69 % en termes réels entre 2000 et 2010, sachant que les Objectifs du millénaire

pour le développement ont été adoptés en 2000 et que les donateurs ont aussi pris d'autres engagements visant à renforcer leur APD (lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002 et au Sommet du G8 de Gleneagles en 2005). Les budgets d'APD ont ensuite diminué, de 1 % en termes réels en 2011, puis encore de 4 % en 2012, sous l'effet de la persistance de la crise financière et de l'instabilité de la zone euro, qui a poussé plusieurs pays à resserrer leur budget, avec un impact direct sur l'aide au développement. L'APD a enregistré un nouveau rebond en 2013 et a continué d'augmenter jusqu'en 2016, où elle a atteint un premier sommet sous l'effet en particulier de l'afflux de réfugiés en Europe, et aux coûts des réfugiés dans les pays donateurs qui y sont associés. En 2017 et 2018, elle a diminué en raison de l'amenuisement des dépenses liées aux réfugiés, pour rester stable en 2019. En 2020, l'APD a atteint son niveau le plus haut jamais enregistré, sous l'effet notamment du soutien apporté dans le contexte de la crise du COVID-19.

En avril 2020<sup>9</sup>, les membres du CAD ont publié une déclaration dans laquelle ils reconnaissent que l'APD est « un moyen important pour venir en appui aux mesures prises par les pays afin de faire face à la crise du COVID-19 » et qu'ils « s'efforcer[ont] de protéger les budgets d'APD ». L'APD est depuis longtemps une source stable de financement du développement, qui a pu atténuer l'impact immédiat des précédentes crises financières (par exemple la crise de la dette au Mexique au début des années 80, la récession du début des années 90 et la crise financière de 2008). En 2020, L'APD a augmenté alors que les financements privés extérieurs à destination des pays en développement ont chuté de 13 % en 2020, et le volume des échanges a reculé de 8.5 %. L'OCDE savait pouvoir tableur sur la fiabilité et la résilience de l'APD face à la crise actuelle du COVID-19<sup>10</sup>, ce que confirment une fois encore les chiffres de 2020 et ce qui démontre que l'APD est avant tout mue par la volonté politique et la solidarité mondiale.

Les tendances enregistrées par les apports d'APD indiquent que la croissance du PIB n'est pas le principal moteur de la générosité témoignée à travers l'APD. Les taux de croissance annuelle moyenne du PIB dans les pays de l'OCDE depuis les années 60 ont reculé, passant de plus de 5 % à environ 2 % au cours des deux dernières décennies. À l'inverse, la croissance de l'APD a augmenté jusque dans les années 90, pour reculer ensuite et ne rebondir pour retrouver son niveau le plus élevé qu'à la fin des années 2000. En 2020, la croissance du PIB dans les pays de l'OCDE a accusé un recul de -5.48 %, alors même que les apports d'APD nette progressaient de 7 %.

De nombreux membres du CAD ont indiqué qu'ils préserveraient leurs budgets d'APD en 2020, et plusieurs ont précisé qu'ils les maintiendraient ou les augmenteraient en 2021. Selon les projections de l'OCDE, la croissance du PIB mondial s'établirait à 5.6 % en 2021 et à 4 % en 2022, tandis que la production mondiale devrait renouer avec ces niveaux d'avant la pandémie d'ici le milieu de l'année 2021, même si tout dépendra du rythme auquel se déroulera la vaccination et des éventuels nouveaux confinements<sup>11</sup>. Certains membres du CAD ont mis en place des mécanismes permettant de lisser les volumes d'APD sur plusieurs années de façon à pouvoir honorer leurs engagements dans l'éventualité de variations abruptes des ressources disponibles. Toutefois, étant donné les effets économiques de la pandémie, il n'est pas certain que les volumes d'APD pourront continuer d'augmenter ou rester stables dans les années à venir.

<sup>9</sup> Déclaration commune du CAD, publiée le 9 avril 2020, accessible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf>

<sup>10</sup> OCDE (2020), *Coopération pour le développement 2020 : Apprendre des crises, renforcer la résilience*, Éditions de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b8d7cf8c-fr>.

<sup>11</sup> <https://www.oecd.org/fr/presse/il-faut-agir-vite-et-acceler-le-deploiement-des-vaccins-pour-consolider-la-reprise.htm>

Les chiffres détaillés de l'APD pour 2020 ne seront disponibles qu'en décembre 2021, mais les financements concessionnels alloués par l'ensemble des donateurs (bilatéraux, multilatéraux et fondations privées) au secteur de la santé se sont établis en moyenne à 27 milliards USD par an (en termes réels) entre 2017 et 2019. En 2019, les deux tiers de l'aide allouée au secteur de la santé ont été apportés par les États-Unis (6.5 milliards USD), le Fonds mondial (3.6 milliards USD), la Fondation Bill & Melinda Gates (2.8 milliards USD), l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (1.9 milliard USD) et le Royaume-Uni (1.8 milliard USD). Les programmes de santé de base ont représenté 50 % de l'APD totale, les politiques en matière de population (y compris la planification familiale) 34 % et d'autres programmes sanitaires (politique et gestion sanitaires, formation médicale, recherche médicale et services médicaux) 16 %. L'APD totale consacrée aux maladies infectieuses (notamment au paludisme et à la tuberculose) s'est élevée à 7 milliards USD en 2019. Les données préliminaires relatives aux activités liées au COVID-19 dans le secteur de la santé (ex. : tests, prévention, vaccination, traitements, soins, éducation et communication) montrent que les membres du CAD y ont consacré près de 4 milliards sous forme d'APD. Ces chiffres sont toutefois préliminaires et partiels et il est probable que le chiffre définitif sera bien supérieur.

*La présente note s'appuie sur les réponses apportées par les membres de l'OCDE au Questionnaire préliminaire sur les principaux agrégats de l'APD établi par le CAD. Les chiffres définitifs et détaillés relatifs aux apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2021.*

TABLEAU 1 : EQUIVALENT-DON DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2020 <sup>a</sup>  
Millions de USD  
Les données 2020 sont préliminaires

	APD totale (1+2)		APD/RNB %		EQUIVALENT-DON					FLUX <sup>b</sup>			Pour mémoire : Volume des flux totaux de l'APD - versements nets
					Bilatéral		Multilatéral		Equivalent-don de l'APD sous-total (1)	Instruments du secteur privé		Dette et ISP, sous-total - sur la base des flux (2)	
					Dons	Equivalent-don des prêts	Remises de dettes	Dons et souscriptions au capital		Equivalent-don des prêts	Approche fondée sur les instruments		
Allemagne	28 405	0.73	19 647	1 913	1	6 439	-	28 001	-	405	405	28 886	
Australie	2 563	0.19	1 955	-	-	607	-	2 563	-	-	-	2 563	
Autriche	1 268	0.29	443	9	15	754	-	1 220	-	48	48	1 316	
Belgique	2 290	0.47	940	10	-	1 233	43	2 225	65	-	65	2 341	
Canada	5 031	0.31	3 449	304	-	1 204	-	4 956	75	-	75	4 896	
Corée	2 249	0.14	1 166	597	2	485	-	2 249	-	-	-	2 290	
Danemark	2 649	0.73	1 702	-	-	947	-	2 649	-	-	-	2 638	
Espagne	2 969	0.24	1 004	2	-	1 971	-	2 978	-	-9	-9	2 722	
Etats-Unis	35 475	0.17	29 318	4	-	6 153	-	35 475	-	-	-	35 124	
Finlande	1 275	0.47	538	-	-	630	-	1 169	-	106	106	1 275	
France	14 139	0.53	5 357	2 753	380	4 770	245	13 505	-	634	634	15 833	
Grèce	238	0.13	4	-	-	233	-	238	-	-	-	238	
Hongrie	411	0.27	199	-	-	212	-	411	-	-	-	411	
Irlande	972	0.31	509	-	-	463	-	972	-	-	-	972	
Islande	62	0.29	51	-	-	11	-	63	-	-	-	62	
Italie	4 186	0.22	952	163	-	3 071	-	4 186	-	-	-	4 348	
Japon	16 266	0.31	5 475	7 154	-	2 505	575	15 709	-	557	557	13 666	
Luxembourg	450	1.02	304	-	-	146	-	450	-	-	-	450	
Norvège	4 198	1.11	2 912	-	46	1 040	-	3 998	200	-	200	4 198	
Nouvelle-Zélande	531	0.27	433	-	-	98	-	531	-	-	-	531	
Pays-Bas	5 359	0.59	3 558	-	22	1 779	-	5 359	-	-	-	5 359	
Pologne	803	0.14	189	17	-	597	-	803	-	-	-	786	
Portugal	385	0.17	130	5	1	249	-	385	-	-	-	364	
République slovaque	140	0.14	19	-	18	103	-	140	-	-	-	140	
République tchèque	300	0.13	69	-	-	229	-	298	2	-	2	300	
Royaume-Uni	18 560	0.70	11 152	-	57	6 059	327	17 594	851	114	966	19 245	
Slovénie	90	0.17	30	-	-	60	-	90	-	-	-	90	
Suède	6 348	1.14	3 491	-	-	2 770	-	6 261	87	-	87	6 261	
Suisse	3 560	0.48	2 591	50	-	875	-	3 516	43	2	44	3 722	
<b>TOTAL DU CAD</b>	<b>161 172</b>	<b>0.32</b>	<b>97 588</b>	<b>12 982</b>	<b>541</b>	<b>45 693</b>	<b>1 189</b>	<b>157 993</b>	<b>1 322</b>	<b>1 858</b>	<b>3 180</b>	<b>161 027</b>	
Performance moyenne des pays du CAD		<b>0.41</b>											
<i>Pour mémoire :</i>													
Institutions de l'UE	19 378	-	16 558	2 565	-	251	-	19 374	-	4	4	20 866	
Pays CAD-UE <sup>c</sup>	72 677	0.50	39 086	4 873	436	26 656	287	71 339	154	1 184	1 338	74 729	
Pays du G7	122 062	0.31	75 350	12 291	438	30 200	1 147	119 426	926	1 710	2 636	121 997	
Pays non membres du G7	39 110	0.37	22 238	690	103	15 493	43	38 567	397	147	544	39 029	
<i>Pays non-membres du CAD : <sup>d</sup></i>													
Estonie	49	0.16	16	-	-	33	-	49	-	-	-	49	
Israël <sup>e</sup>	288	0.07	238	-	-	50	-	288	-	-	-	288	
Lettonie	40	0.12	4	-	-	37	-	40	-	-	-	40	
Lithuanie	67	0.12	12	-	-	55	-	67	-	-	-	67	
Turquie	8 003	1.12	7 916	-	-	88	-	8 003	-	-	-	8 003	
<i>Participants du CAD : <sup>f</sup></i>													
Arabie Saoudite	1 493	0.19	918	280	-	24	21	1 243	-	250	250	1 626	
Bulgarie	84	0.13	9	-	-	75	-	84	-	-	-	84	
Emirats arabes unis	1 695	0.48	1 640	31	-	24	-	1 695	-	-	-	1 615	
Qatar	534	0.30	459	-	-	75	-	534	-	-	-	534	
Roumanie	306	0.13	71	-	-	234	-	306	-	-	-	306	
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : <sup>g</sup></i>													
Chypre <sup>h</sup>	20	0.08	4	-	-	17	-	20	-	-	-	20	
Croatie	84	0.15	23	-	-	61	-	84	-	-	-	84	
Lichtenstein	28	0.00	19	-	-	9	-	28	-	-	-	28	
Malte	58	0.44	52	-	-	6	-	58	-	-	-	58	
Taïpei chinois	403	0.06	187	3	-	168	46	403	-	-	-	504	

a) L'APD totale en 2020 comprend un montant de 13.0 milliards USD au titre de prêts accordés à des entités souveraines éligibles à l'APD, un montant de 1.3 milliard USD constitué de l'aide apportée à des mécanismes utilisant des ISP qui ont pour but de favoriser le développement, ainsi que des retours de capitaux, bénéfices compris, provenant de ces organismes, un montant de 1.9 milliard USD constitué de prêts et de participations apportés à des entreprises privées ayant des activités dans des pays admissibles au bénéfice de l'APD, ainsi que des remboursements et des retours de capitaux provenant de ces entreprises.

b) Versements nets. Certaines rubriques ne sont pas encore incluses dans la mesure de l'équivalent-don car les directives pour la notification des statistiques ne sont pas encore approuvées : il s'agit de l'usage des instruments du secteur privé.

[https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

c) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

d) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

e) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

f) L'Azerbaïdjan et le Koweït et le Qatar ont également communiqué leurs données sur le CAD. L'Azerbaïdjan et le Koweït n'ont pas envoyé de données préliminaires 2020 à l'OCDE.

g) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2020.

h) Note de la Turquie : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord.

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : la République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Notes: Les données 2020 sont préliminaires en attendant l'adoption de l'APD par les pays du CAD. Les données de 2020 sont préliminaires. Pour plus d'informations sur les données de 2020, voir le chapitre 2 du rapport. Les données de 2020 sont préliminaires en attendant l'adoption de l'APD par les pays du CAD. Les données de 2020 sont préliminaires. Pour plus d'informations sur les données de 2020, voir le chapitre 2 du rapport.

Non classifié

Source: OCDE, 13 avril 2021.

NIVEAUX D'APD EN 2020 - DONNÉES PRÉLIMINAIRES - NOTE DE SYNTHÈSE DÉTAILLÉE

Tableau 2 : Tendance de l'aide publique au développement des membres du CAD en 2019 et 2020 sur la base des équivalents dons  
Millions de USD, aux prix et taux de change de 2019  
Les données 2020 sont préliminaires

	2020				2019				Variation en pourcentage entre 2019 et 2020 (c)	Pour mémoire :	
	<i>dont :</i>				<i>dont :</i>					2020	2019
	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)	APD/RNB %	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)	APD/RNB %		Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>											
Allemagne	27 511	27 119	392	0.73	24 198	23 415	782	0.61	13.7	27 976	24 122
Australie	2 582	2 582	-	0.19	2 888	2 888	-	0.21	-10.6	2 582	2 888
Autriche	1 237	1 190	47	0.29	1 230	1 206	24	0.28	0.6	1 284	1 227
Belgique	2 235	2 172	63	0.47	2 175	2 088	86	0.41	2.8	2 285	2 208
Canada	5 091	5 015	75	0.31	4 725	4 494	232	0.27	7.7	4 954	4 535
Corée	2 251	2 251	-	0.14	2 463	2 463	-	0.15	-8.6	2 292	2 517
Danemark	2 567	2 567	-	0.73	2 554	2 510	44	0.72	0.5	2 556	2 541
Espagne	2 891	2 899	-8	0.24	2 944	2 961	-17	0.21	-1.8	2 650	2 709
Etats-Unis	35 071	35 071	-	0.17	33 492	33 488	4	0.15	4.7	34 725	32 981
Finlande	1 223	1 121	102	0.47	1 131	1 073	58	0.42	8.1	1 223	1 149
France	13 545	12 938	607	0.53	12 211	11 560	651	0.44	10.9	15 168	11 984
Grèce	235	235	-	0.13	368	368	-	0.18	-36.2	235	368
Hongrie	424	424	-	0.27	312	312	-	0.21	35.8	424	312
Irlande	933	933	-	0.31	973	973	-	0.32	-4.1	933	973
Islande	66	67	-	0.29	61	61	0	0.25	7.8	66	61
Italie	4 062	4 062	-	0.22	4 373	4 364	9	0.22	-7.1	4 219	4 260
Japon	15 777	15 236	541	0.31	15 588	15 337	251	0.29	1.2	13 255	11 720
Luxembourg	428	428	-	1.02	472	472	-	1.03	-9.2	428	472
Norvège	4 660	4 438	222	1.11	4 298	4 041	257	1.03	8.4	4 660	4 298
Nouvelle-Zélande	526	526	-	0.27	555	555	-	0.28	-5.2	526	555
Pays-Bas	5 143	5 143	-	0.59	5 292	5 292	-	0.59	-2.8	5 143	5 292
Pologne	785	785	-	0.14	777	777	-	0.14	1.1	768	761
Portugal	367	367	-	0.17	410	410	-	0.17	-10.6	348	382
République slovaque	135	135	-	0.14	116	116	-	0.11	16.3	135	116
République tchèque	293	291	2	0.13	309	281	28	0.13	-5.2	293	309
Royaume-Uni	17 434	16 527	907	0.70	19 377	18 024	1 353	0.70	-10.0	18 078	19 354
Slovénie	86	86	-	0.17	88	88	-	0.17	-1.7	86	88
Suède	6 095	6 012	83	1.14	5 205	5 142	63	0.96	17.1	6 012	5 205
Suisse	3 371	3 329	42	0.48	3 099	3 069	30	0.42	8.8	3 525	3 095
<b>TOTAL DAC</b>	<b>157 026</b>	<b>153 952</b>	<b>3 075</b>	<b>0.32</b>	<b>151 683</b>	<b>147 827</b>	<b>3 855</b>	<b>0.30</b>	<b>3.5</b>	<b>156 829</b>	<b>146 482</b>
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	18 730	18 727	4	-	14 937	15 545	-608	-	25.4	20 169	15 267
Pays CAD-UE <sup>d</sup>	70 196	68 908	1 288	0.50	65 136	63 408	1 729	0.43	7.8	72 166	64 477
Pays du G7	118 492	115 970	2 522	0.31	113 964	110 682	3 282	0.28	4.0	118 376	108 956
Pays non membres du G7	38 534	37 981	553	0.37	37 719	37 145	573	0.35	2.2	38 454	37 526
<i>Pays non-membres du CAD : <sup>e</sup></i>											
Estonie	49	49	-	0.16	48	48	-	0.16	1.2	49	48
Israël <sup>f</sup>	276	276	-	0.07	281	281	-	0.07	-1.9	276	281
Lettonie	39	39	-	0.12	34	34	-	0.10	14.8	39	34
Lithuanie	65	65	-	0.12	68	68	-	0.13	-3.8	65	68
Turquie	8 773	8 773	-	1.12	8 667	8 667	-	1.15	1.2	8 773	8 667
<i>Participants du CAD : <sup>g</sup></i>											
Arabie Saoudite	1 454	1 211	243	0.19	1 944	1 694	250	0.24	-25.2	1 584	2 069
Bulgarie	82	82	-	0.13	65	65	-	0.10	24.7	82	65
Emirats arabes unis	1 651	1 651	-	0.48	2 240	2 240	-	0.55	-26.3	1 573	2 490
Qatar	520	520	-	0.30	567	567	-	0.32	-8.4	520	567
Roumanie	298	298	-	0.13	254	254	-	0.10	17.1	298	254
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : <sup>h</sup></i>											
Chypre <sup>i</sup>	20	20	-	0.08	20	20	-	0.09	-0.1	20	20
Croatie	82	82	-	0.15	72	72	-	0.12	14.2	82	73
Lichtenstein	27	27	-	NA	25	25	-	NA	7.2	27	25
Malte	57	57	-	0.44	41	41	-	0.30	38.3	57	41
Taïpei chinois	393	393	-	0.06	312	312	-	0.05	25.8	491	316

a) En 2020, l'APD totale comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les remises de dettes, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales ainsi que l'équivalent-don des prêts à ces dernières. En 2019, l'APD comprend les mêmes rubriques sauf les remises de dettes qui sont compris sous les versements nets.

b) Les apports comprennent les remises de dette et les instruments du secteur privé sur la base des versements nets en 2019 et les seuls les instruments du secteur privé sur la base des versements nets en 2020.

c) En tenant compte de l'inflation (déflateurs du PIB des Perspectives Economiques No 108 - Décembre 2020) et des mouvements de change.

d) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

e) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

f) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

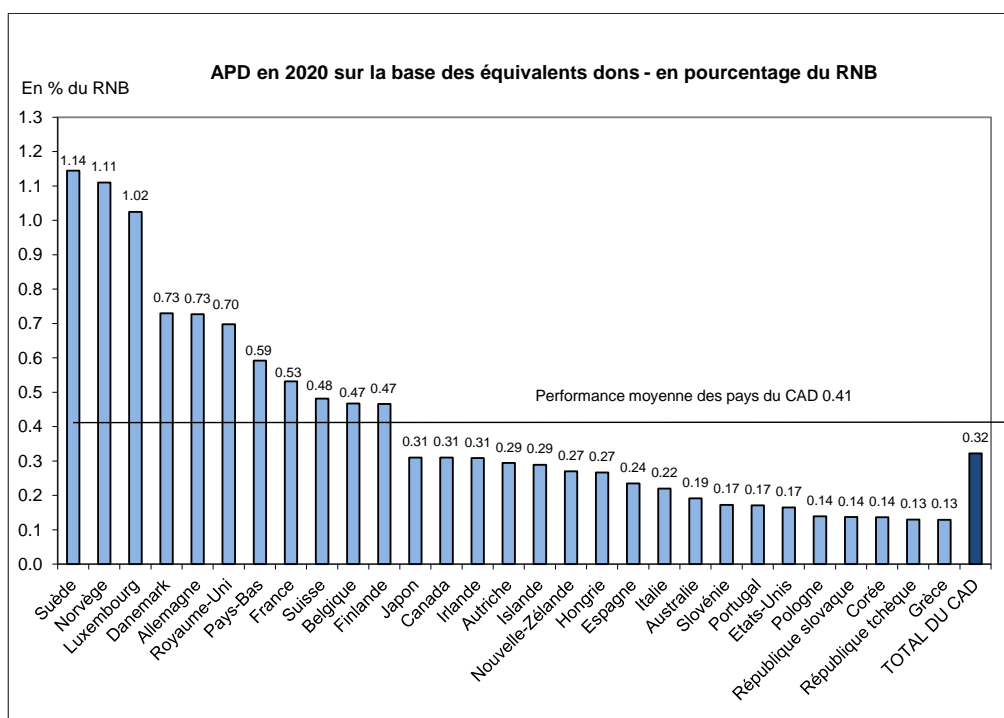
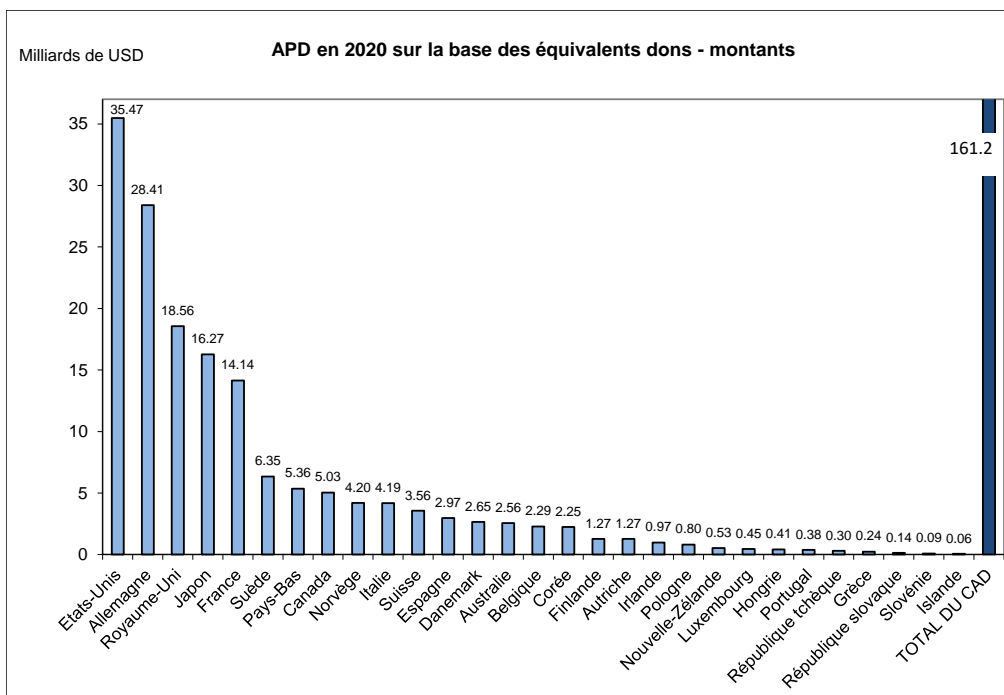
g) L'Azerbaïdjan et le Koweït sont également participants au CAD et n'ont pas envoyé leurs données préliminaires 2020 à l'OCDE.

h) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2020.

i) Note de la Turquie : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord.

Les données de Chypre sont présentées en tant que République de Chypre et ne comprennent pas les données de la République de Chypre Nord. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

**GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT CONSENTIE PAR LES MEMBRES DU CAD EN 2020, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON**



Source : OCDE, 13 avril 2021.

**TABLEAU 3: VERSEMENTS NETS D'APD EN 2020 DES MEMBRES DU CAD POUR DES ACTIVITÉS LIÉES AU COVID-19 (a)**  
**Millions de USD**  
*Les données 2020 sont préliminaires*

	<b>Activités liées au COVID-19</b>	<b>dont : Secteur de la santé</b>	<b>Memo: Versements nets d'APD</b>
Australie	82	-	2 563
Autriche	29	1	1 316
Belgique	129	33	2 341
Canada	293	125	4 896
Corée	586	463	2 290
Danemark	206	30	2 638
Espagne	231	49	2 722
Etats-Unis	438	438	35 124
Finlande	85	74	1 275
France	2 206	208	15 833
Grèce	-	-	238
Hongrie	41	-	411
Irlande	26	13	972
Islande	7	5	62
Italie	98	11	4 348
Japon	2 991	769	13 666
Luxembourg	79	28	450
Norvège	300	151	4 198
Nouvelle-Zélande	59	21	531
Pays-Bas	289	37	5 359
Pologne	11	2	786
Portugal	1	1	364
République slovaque	4	3	140
République tchèque	6	2	300
Royaume-Uni	1 789	723	19 245
Slovénie	1	1	90
Suède	208	79	6 261
Suisse	298	5	3 722
<b>TOTAL DAC</b>	<b>11 914</b>	<b>3 272</b>	<b>161 027</b>
<i>Pour mémoire :</i>			
Institutions de l'UE	9 062	730	20 866
Pays CAD-UE <sup>b</sup>	5 071	571	74 729

a) Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donneurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur. Les données détaillées seront publiées en décembre 2021.

b) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

Source: OCDE, 13 Avril 2021.

TABLEAU 4. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE  
Données préliminaires pour 2020

	2020			2019			Variation en pourcentage : APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur
	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD nette	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	
	millions de USD	millions de USD	%	millions de USD	millions de USD	%	2019 à 2020 <sup>(1)</sup> Aux prix et taux de change de 2019
	courants	courants		courants	courants		
<i>Pays du CAD:</i>							
Allemagne	28 405	2 597	9.1	24 198	3 036	12.5	18.1
Australie	2 563	-	-	2 888	-	-	-10.6
Autriche	1 268	31	2.4	1 230	31	2.5	0.7
Belgique	2 290	134	5.9	2 175	138	6.3	3.3
Canada	5 031	631	12.5	4 725	476	10.1	4.8
Corée	2 249	1	0.1	2 463	1	0.1	-8.6
Danemark	2 649	56	2.1	2 554	54	2.1	0.5
Espagne	2 969	190	6.4	2 944	300	10.2	2.4
États-Unis	35 475	1 880	5.3	33 492	1 880	5.6	5.1
Finlande	1 275	59	4.7	1 131	90	7.9	12.0
France	14 139	1 227	8.7	12 211	1 210	9.9	12.4
Grèce	238	0	0.1	368	134	36.6	0.4
Hongrie	411	2	0.4	312	1	0.3	35.7
Irlande	972	25	2.5	973	84	8.6	2.2
Islande	62	7	10.5	61	8	12.9	10.8
Italie	4 186	229	5.5	4 373	445	10.2	-2.2
Japon	16 266	0	0.0	15 588	0	0.0	1.2
Luxembourg	450	-	-	472	0	0.1	-9.2
Norvège	4 198	47	1.1	4 298	60	1.4	8.7
Nouvelle-Zélande	531	4	0.7	555	16	2.9	-3.1
Pays-Bas	5 359	562	10.5	5 292	494	9.3	-4.0
Pologne	803	7	0.8	777	6	0.8	1.0
Portugal	385	10	2.5	410	8	1.9	-11.1
République slovaque	140	1	0.7	116	1	0.8	16.4
République tchèque	300	6	1.8	309	6	2.0	-5.1
Royaume-Uni	18 560	801	4.3	19 377	609	3.1	-11.1
Slovénie	90	3	3.0	88	2	2.6	-2.2
Suède	6 348	149	2.4	5 205	263	5.0	20.4
Suisse	3 560	323	9.1	3 099	284	9.2	8.9
<b>TOTAL DU CAD</b>	<b>161 172</b>	<b>8 980</b>	<b>5.6</b>	<b>151 683</b>	<b>9 635</b>	<b>6.4</b>	<b>4.4</b>

*Pour mémoire :*

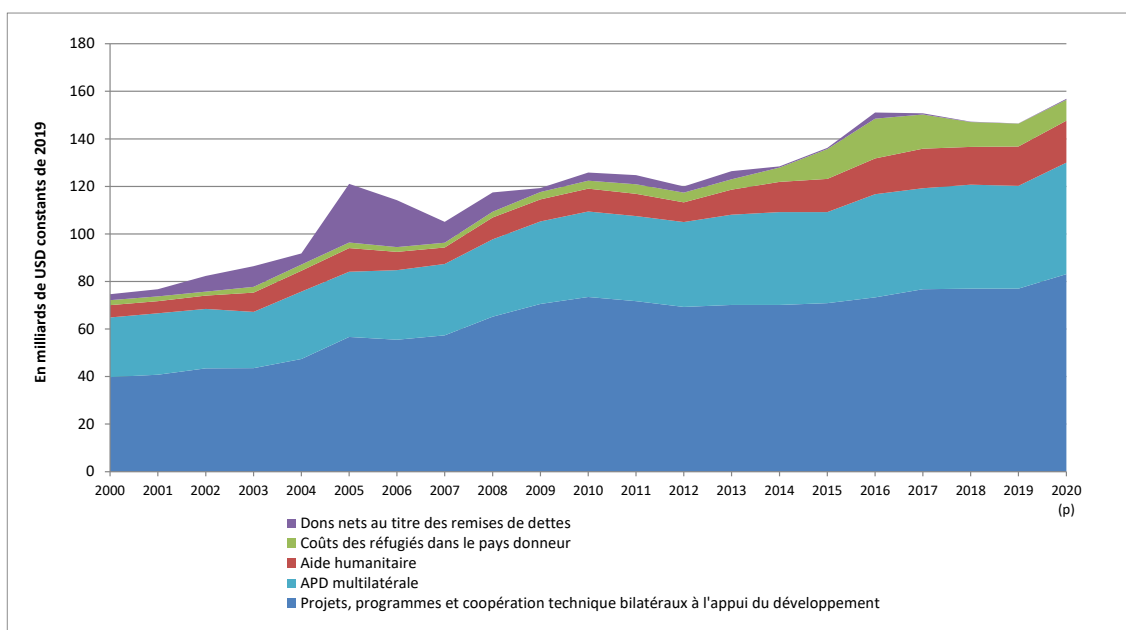
Pays CAD-UE <sup>(2)</sup>	72 677	5 287	7.3	65 136	6 301	9.7	10.6
----------------------------	--------	-------	-----	--------	-------	-----	------

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(2) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

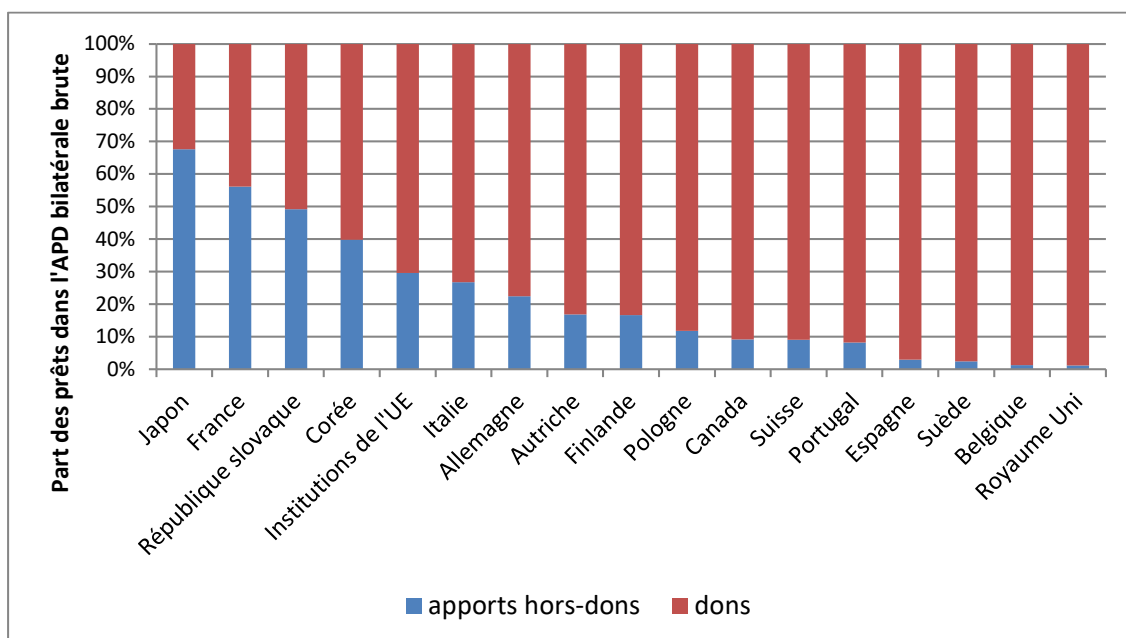
Source: OCDE, 13 avril 2021.

## GRAPHIQUE 2 : COMPOSITION DE L'APD NETTE DES PAYS MEMBRES DU CAD



Source : OCDE, 13 avril 2021.

## GRAPHIQUE 3 : PART DES DONS BILATÉRAUX BRUTS CHEZ LES MEMBRES DU CAD QUI CONSENTENT DES PRÊTS



Source : OCDE, 13 avril 2021.

OCDE – Paris, le 12 avril 2022

## Chiffres préliminaires de l'APD en 2021

En 2021, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est établie au total à 178.9 milliards USD, ce qui représente 0.33 % de leur revenu national brut (RNB) combiné (voir Tableau 1 et Graphique 1). Ce total se décompose comme suit : 174.9 milliards USD sous forme de dons, de prêts à des entités souveraines, d'allègements de dette et de contributions à des institutions multilatérales (calculés sur la base de l'équivalent-don), 1.1 milliard USD consacrés à des structures utilisant des instruments du secteur privé (ISP) axés sur le développement, et 3.0 milliards sous la forme de prêts nets accordés à des entreprises privées opérant dans des pays admis à bénéficier de l'APD et de prises de participation dans de telles entreprises.

L'APD totale a augmenté en 2021 de 4.4 % en termes réels<sup>1</sup> par rapport à son niveau de 2020 (voir Tableau 2), atteignant ainsi un nouveau sommet<sup>2</sup>. Cette augmentation est due pour l'essentiel au soutien consenti par les membres du CAD à l'appui d'activités de lutte contre le COVID- 19, en particulier sous la forme de dons de vaccins destinés à remédier aux inégalités mondiales en matière de vaccination<sup>3</sup>. Hors coût des vaccins, l'APD a enregistré une progression de 0.6 % en termes réels par rapport à 2020 (voir Tableau 3a).

L'APD correspondant aux dons de vaccins contre le COVID- 19 s'est élevée à 6.3 milliards USD (soit 3.5 % de l'APD totale), et a porté sur près de 857 millions de doses pour les pays en développement. Sur ce total, 2.3 milliards USD (soit 1.3 % de l'APD totale) ont correspondu à des dons de doses excédentaires provenant des réserves nationales de vaccins (soit près de 357 millions de doses), 3.5 milliards USD ont porté sur des dons de doses spécifiquement achetées pour les pays en développement, et 0.5 milliard USD renvoient à des coûts connexes.

Pour établir la valeur des doses de vaccins contre le COVID-19 provenant des réserves nationales des différents pays en 2021, l'OCDE a recommandé que les membres appliquent un prix de 6.72 USD la dose, avec les mesures de sauvegarde qui s'imposent<sup>4</sup>. Tous les membres, à l'exception d'un seul, ont notifié leurs dons de vaccins en appliquant la recommandation de l'OCDE et, si pertinent, ont procédé aux ajustements nécessaires pour ne pas surévaluer leurs chiffres d'APD (voir Tableau 3a).

<sup>1</sup> Les données en termes réels renvoient aux données ajustées de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

<sup>2</sup> L'APD totale a atteint en 2021 le niveau le plus élevé jamais enregistré, et sur la base de l'équivalent-don et selon la méthodologie des flux financiers.

<sup>3</sup> Les dons de doses de vaccin excédentaires sont considérés comme une forme d'aide en nature, et peuvent ainsi être comptabilisées par les donateurs au titre de l'APD conformément aux règles de notification.

<sup>4</sup> Voir DCD/DAC/STAT(2021)29/REV1. Ce chiffre correspond au prix moyen pondéré aligné sur le mécanisme COVAX – le mécanisme multilatéral mis en place pour fournir des vaccins aux pays en développement.

D'après les premières estimations, sur le total de l'APD consentie, les membres du CAD ont dépensé 18.7 milliards USD en 2021 pour des activités liées au COVID- 19<sup>5</sup> (voir Tableau 3b), ce qui représente 10.5 % de leur APD nette combinée. Sur ce total, 11.0 milliards USD étaient destinés à apporter un soutien à la lutte contre le COVID- 19 (ex. : prévention, traitement, soins), ainsi qu'aux dons de vaccins. Les institutions de l'UE ont versé 10.5 milliards USD pour aider les pays en développement à parer aux conséquences de la pandémie, dont 1.3 milliard voués au contrôle du COVID-19.

Le coût des réfugiés dans les pays donateurs s'est élevé à 9.3 milliards USD en 2021, soit un niveau pratiquement inchangé en termes réels par rapport à 2020 qui représente 5.2 % de l'APD totale des pays du CAD (voir Tableau 4). En termes réels, le volume d'APD correspondant au coût des réfugiés dans les pays donateurs a diminué de près de moitié depuis le sommet atteint en 2016, où il s'était élevé à 16 milliards USD et représentait 11.0 % de l'APD totale.

Les contributions versées à des organisations internationales ont augmenté de 9.4 %, alors que l'APD bilatérale consacrée à des programmes et projets et à l'assistance technique (hors coût des réfugiés dans le pays donneur et dons de vaccins) a chuté de 3.3 % (voir Graphique 2), en partie sous l'effet d'un recul des prêts souverains bilatéraux.

Les prêts souverains bilatéraux consentis par les pays membres du CAD calculés sur la base de l'équivalent-don, qui avaient progressé de 35 % en termes réels entre 2018 et 2020, ont baissé de 4.6 % par rapport à leur niveau de 2020, et ont représenté 10 % de l'APD bilatérale. Les pays qui ont enregistré les plus fortes parts de leur APD bilatérale sous forme de prêts souverains ont été la Corée (36 %), la France (23 %), le Japon (55 %). Les prêts souverains consentis par les institutions de l'UE ont en revanche augmenté de 2 % en termes réels, et ont représenté 15 % de leur APD bilatérale. Les contributions nettes d'APD pour les instruments du secteur privé (mesurées sur la base des flux financiers), ont régressé de 4 % en termes réels.

## Performances des donateurs bilatéraux en 2021 sur la base de l'équivalent-don

En 2021, les États-Unis sont restés le principal donneur d'APD des pays membres du CAD (42.3 milliards USD), suivis par l'Allemagne (32.2 milliards USD), le Japon (17.6 milliards USD), le Royaume-Uni (15.8 milliards USD) et la France (15.4 milliards USD). Plusieurs pays ont atteint ou dépassé le niveau de 0.7 % fixé par les Nations Unies pour le rapport de l'APD au RNB : l'Allemagne (0.74 %), le Danemark (0.70 %), le Luxembourg (0.99 %), la Norvège (0.93 %) et la Suède (0.92 %). De nombreux fournisseurs non membres du CAD peuvent se prévaloir d'une longue tradition de coopération pour le développement. Selon les données préliminaires pour 2021 notifiées à l'OCDE, la Turquie a dépassé le niveau de 0.7 % en termes de ratio APD/RNB, affichant un pourcentage de 0.95 %.

En 2021, l'APD totale consentie par l'ensemble des pays membres du CAD, en pourcentage du RNB, s'est établie à 0.33 %, soit au même niveau qu'en 2020.

L'APD a augmenté dans 23 pays membres du CAD, pour beaucoup sous l'effet du soutien apporté pour faire face à la pandémie de COVID-19, et a baissé dans six pays (voir Tableau 2).

---

<sup>5</sup> Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donateurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur.

Les donateurs du G7 ont fourni 76 % de l'APD totale, et la part du total apportée par les pays de l'UE membres du CAD s'est établie à 45 %.

L'APD consentie par les 19 pays du CAD qui font partie de l'UE s'est montée à 81.3 milliards USD, ce qui représente une augmentation de 4.3 % en termes réels par rapport à 2020, et équivaut à 0.49 % de leur RNB combiné.

- Autriche (+8.7 %) : en raison d'une augmentation des dons bilatéraux comprenant l'aide humanitaire, l'aide en lien avec la pandémie de COVID-19 ainsi que des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Belgique (+2.3 %) : en raison d'une augmentation des coûts notifiés au titre des réfugiés sur le territoire et de l'aide allouée aux organisations multilatérales ;
- République tchèque (+7.8 %) : du fait d'une hausse de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Danemark (+2.8 %) : sous l'effet d'une augmentation de son aide bilatérale ;
- Finlande (+5.4 %) : en raison d'une augmentation globale de ses prêts aux organisations multilatérales ;
- France (+4.6 %) : en raison d'une hausse de ses dons bilatéraux et multilatéraux, et des instruments du secteur privé, ainsi que des dons de vaccins, lesquels, conjugués compensent la baisse des prêts bilatéraux et des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Allemagne (+5.1%) : sous l'effet d'une augmentation de l'APD bilatérale et multilatérale en lien avec la pandémie de COVID-19 et les dons de vaccins ;
- Grèce (-23.9 %) : en raison d'une baisse des montants d'APD enregistrés au titre des coûts des réfugiés sur le territoire par rapport à 2020 ;
- Hongrie (-0.1 %) : du fait d'une baisse du niveau des contributions aux organisations internationales, qui a été compensée par les dons de vaccins ;
- Irlande (+14.8 %) : en raison d'une augmentation globale de son APD bilatérale et multilatérale ;
- Italie (+34.5 %) : du fait d'annulations de dette, d'une hausse du coût des réfugiés sur le territoire, et du soutien apporté au système multilatéral pour faire face à la pandémie, y compris par les dons de vaccins ;
- Luxembourg (+9.7 %) : en raison d'une augmentation des dons bilatéraux, en particulier au titre de l'aide humanitaire ;
- Pays-Bas (-7.2 %) : du fait d'une baisse des dépenses liés au COVID en 2021 en comparaison des niveaux exceptionnels de 2020 ;
- Pologne (+9.4 %) : en raison d'une augmentation de l'aide bilatérale, sous la forme notamment du soutien lié à la pandémie de COVID-19 et des dons de vaccins ;
- Portugal (+4.0 %) : sous l'effet d'une augmentation de son aide multilatérale et des dons de vaccins ;
- République slovaque (+0.6 %) : du fait essentiellement des dons de vaccins ;
- Slovénie (+19.0 %) : en raison d'une augmentation de ses dons bilatéraux, y compris des dons de vaccins, et de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Espagne (+12.5 %) : en raison d'une augmentation de ses dons bilatéraux, y compris des dons de vaccins ;
- Suède (-15.7 %) : principalement sous l'effet de la pleine prise en compte en 2020 de sa contribution pluri-annuelle au Fonds vert pour le climat.

L'APD totale versée par les institutions de l'UE a reculé de 8.1% en termes réels du fait de remboursements de prêts au secteur privé qui, conformément aux dispositions provisoires, sont

comptabilisés sur la base des flux financiers nets. Cela reflète de plus une concentration de décaissements en 2020 qui ont assuré un soutien rapide aux pays partenaires en réponse à la pandémie de COVID-19.

L'APD totale versée par les autres pays du CAD a augmenté ou diminué en termes réels comme suit :

- Australie (+4.5 %) : du fait d'une hausse des dons bilatéraux ;
- Canada (+8.0 %) : en raison du soutien exceptionnel apporté pour faire face à la pandémie et d'une augmentation du financement climatique ;
- Islande (+11.7 %) : du fait d'une hausse du coût des réfugiés sur le territoire et de l'achat de vaccins au bénéfice des pays en développement ;
- Japon (+12.1 %) : en raison d'une augmentation du soutien apporté à l'appui d'activités liées au COVID-19 ;
- Corée (+20.7 %) : en raison d'une hausse de ses prêts bilatéraux et de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Nouvelle-Zélande (+13.8 %) : sous l'effet d'une augmentation de ses dons au titre de la lutte contre les effets économiques, sociaux et sur la santé de la pandémie, ainsi que de la volatilité annuelle d'un cycle budgétaire triennuel ;
- Norvège (-11.6 %) : son APD globale a chuté en termes réels, même si le pays a accru la part de son APD allant à la santé et à la lutte contre le COVID-19 en 2021 par rapport à 2020 ;
- Suisse (+6.0 %) : en raison d'une hausse de ses dons bilatéraux pour lutter contre les conséquences de la pandémie et à la réponse à la crise en Afghanistan ;
- Royaume-Uni (-21.2 %) : en raison de la décision du Royaume-Uni d'abaisser temporairement à 0.5 % son ratio APD/RNB eu égard à l'impact économique de la pandémie ;
- États-Unis (+14.4 %) : du fait de la hausse de ses contributions aux organisations multilatérales et de l'achat de vaccins ayant fait l'objet de dons aux pays en développement.

D'autres pays fournisseurs ont également apporté des contributions de grande ampleur aux efforts de coopération pour le développement en 2020, en fonction de l'avantage comparatif de leurs programmes respectifs. Parmi ceux qui ont notifié leurs apports de fonds à l'appui du développement à l'OCDE, quelques changements sont à noter :

- Bulgarie (+0.5 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale, qui a compensé ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Croatie (+15.8 %) : du fait de la hausse de ses contributions multilatérales ;
- Estonie (+18.4 %) : du fait de la hausse de ses contributions multilatérales ;
- Israël (+32.3 %) : en raison d'une augmentation globale de son APD ;
- Lettonie (+9.9 %) : en raison d'une augmentation globale de son APD ;
- Lituanie (+10.7 %) : en raison essentiellement d'une augmentation de son APD bilatérale ;
- Roumanie (+1.2 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale, qui a compensé ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Arabie saoudite (+10.2 %) : du fait d'une augmentation de son programme d'aide bilatérale ;
- Turquie (-23.7%) : s'expliquant par une diminution de son APD globale ;
- Taipei chinois (-22.2 %) : du fait que certaines contributions multilatérales importantes des dernières années n'avaient pas été versées ;

- Émirats arabes unis (-24.1 %) : en raison d'une forte baisse de son APD bilatérale.

## Méthodologie utilisée par le CAD-OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique

En 2014, les membres du CAD ont décidé de moderniser la notification des prêts concessionnels et d'évaluer l'élément de libéralité en appliquant des taux d'actualisation différenciés selon le groupe de revenu, et en introduisant un système d'équivalent-don pour le calcul des chiffres de l'APD. Au lieu d'enregistrer les flux financiers effectifs entre un donneur et un pays bénéficiaire, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global pour l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé en valeur monétaire<sup>6</sup>. La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et d'encourager le recours à des dons et à des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu<sup>7</sup>.

Ce changement dans la méthode de calcul de l'APD a pris effet à compter de 2019 avec la publication des chiffres de l'APD consentie en 2018, et le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les Tableaux 1 et 2.

Les nouveaux chiffres globaux de l'APD calculée sur la base de « l'équivalent-don » ne sont plus comparables avec les séries rétrospectives fondées sur les « flux financiers ». Selon la méthode des flux financiers, les apports nets de capitaux sur la durée de vie d'un prêt sont nuls, parce que les remboursements du principal sont déduits à mesure qu'ils sont effectués ; les remboursements d'intérêts ne sont pas pris en compte<sup>8</sup>. Selon la méthode de l'équivalent-don, les paiements correspondant aussi bien au principal qu'aux intérêts sont pris en considération, mais actualisés à la valeur qui est la leur aujourd'hui.

L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD aboutit, pour 2021, à des niveaux d'APD de 0.7 % supérieurs pour l'ensemble des pays du CAD, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Japon (+12 %), Espagne (+9 %) et France (-7 %).

Par souci de transparence, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculée sur la base des flux financiers, mais depuis les données de 2018, les chiffres globaux de l'APD permettant

---

<sup>6</sup> Pour en savoir plus, voir : [www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-publique-au-developpement.htm](http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-publique-au-developpement.htm).

<sup>7</sup> En 2016, les membres du CAD sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts aux institutions multilatérales. En 2020, ils se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don pour les opérations d'allégement de la dette. Ils ne sont toutefois pas encore parvenus à un accord sur la méthode de calcul de l'équivalent-don d'APD pour les prises de participation et les ISP. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD ont décidé de modalités provisoires de notification pour les ISP, selon lesquelles soit les contributions à des institutions de financement du développement (IFD) et à d'autres structures recourant aux ISP peuvent être comptabilisées à leur valeur nominale (approche institutionnelle), soit les prêts et prises de participation directement négociés avec des entités du secteur privé peuvent être comptabilisés sur la base des flux financiers (approche fondée sur les instruments), le produit de toute cession de participations étant plafonné à la valeur de l'investissement initial. Les membres du CAD poursuivront leurs travaux, avec le soutien du Secrétariat de l'OCDE, afin de parvenir à un accord pour rendre la notification des ISP conforme à la nouvelle méthode de l'équivalent-don.

<sup>8</sup> La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

de mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du revenu national brut (RNB) sont publiés sur la base de l'équivalent-don.

## Apports d'APD 2021 calculés sur la base des flux financiers

Comme indiqué plus haut, les chiffres globaux de l'APD calculés sur la base de l'« équivalent-don » ne sont pas comparables avec les séries rétrospectives calculées sur la base des « flux financiers ». À des fins de transparence et d'analyse de l'évolution des tendances, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculées sur la base des flux financiers. Les données suivantes se réfèrent aux apports nets d'APD calculés sur la base des flux financiers, sauf mention contraire.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se sont élevés à 177.6 milliards USD en 2021, soit une augmentation de 3.3 % en termes réels par rapport à 2020 (voir Tableau 2).

En 2021, 19 % de l'APD bilatérale brute consentie par les membres du CAD l'a été sous la forme d'apports hors dons (prêts et prises de participation). Le reste de l'APD bilatérale a été fourni sous forme de dons.

L'aide humanitaire s'est élevée à 18.8 milliards de USD et augmente de 3.5% en termes réels par rapport à 2020. Les opérations de remise de dette nettes restent à un faible niveau à 545 millions de USD.

Les données préliminaires de 2021 montrent que les apports nets d'APD bilatérale fournis par les pays du CAD à l'Afrique ont augmenté pour atteindre 35 milliards USD, soit une hausse de 3.4 % en termes réels par rapport à 2020. Sur ce total, l'APD nette destinée à l'Afrique subsaharienne s'est établie à 33 milliards USD, soit une hausse de 2 % en termes réels.

Par catégorie de revenu, les apports nets d'APD bilatérale consentis par les pays du CAD ont augmenté pour tous les groupes, comme suit : les pays à faible revenu ont reçu 28 milliards USD, soit une progression de 1 % en termes réels par rapport à 2020, et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure 38 milliards USD, soit une hausse de 7 %. L'APD nette aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a également augmenté de 6 %, pour atteindre 21 milliards USD.

Il ressort des données préliminaires que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD au groupe des pays les moins avancés se sont élevés à 33 milliards USD, soit une progression de 2.5 % en termes réels par rapport au niveau de 2020.

## Résilience de l'APD en ces temps de crise

L'APD nette a plus que doublé en termes réels depuis 2000 (soit une hausse de 118 % en termes réels). Elle a progressé de 69 % en termes réels entre 2000 et 2010, sachant que les Objectifs du millénaire pour le développement ont été adoptés en 2000 et que les donateurs ont aussi pris d'autres engagements visant à renforcer leur APD (lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002 et au Sommet du G8 de Gleneagles en 2005). Les budgets d'APD ont ensuite diminué, de 1 % en termes réels en 2011, puis encore de 4 % en 2012, sous l'effet de la persistance de la crise financière et de l'instabilité de la zone euro, qui a poussé plusieurs pays à resserrer leur budget, avec un impact direct sur l'aide au

développement. L'APD a enregistré un nouveau rebond en 2013 et a continué d'augmenter jusqu'en 2016, où elle a atteint un premier sommet sous l'effet en particulier de l'afflux de réfugiés en Europe, et aux coûts des réfugiés dans les pays donateurs qui y sont associés. En 2017, 2018 et 2019, elle a diminué en raison de l'amenuisement des dépenses liées aux réfugiés. Depuis l'adoption des Objectifs de Développement Durables en 2015, l'APD nette a augmenté de 20%.

En avril 2020, au début de la pandémie, le CAD a publié une déclaration<sup>9</sup> décrivant comment les membres allaient venir collectivement en aide aux pays en développement et s'efforcer de protéger les budgets d'APD. L'APD a atteint un pic en 2020 et également en 2021, en dépit des pressions budgétaires qu'ont connues l'ensemble des pays.

L'APD est depuis longtemps une source stable de financement du développement, qui a pu atténuer l'impact immédiat des précédentes crises financières (par exemple la crise de la dette au Mexique au début des années 80, la récession du début des années 90 et la crise financière de 2008). En 2020, l'APD a progressé au cours d'une année qui a vu régresser tous les autres grands apports de ressources extérieures aux pays en développement – le financement extérieur privé total à destination des pays en développement a reculé de 13 % en 2020, les échanges de 8.5 %, l'investissement direct étranger de 19 %, et les envois de fonds des travailleurs à l'étranger de 1 %<sup>10</sup>. Les chiffres de 2021 démontrent encore une fois la résilience de l'APD, dans la réponse apportée à la crise du COVID-19.

En décembre 2021, les projections de l'OCDE tablaient sur une croissance du PIB mondial de 4.5 % en 2022 et de 3.2 % en 2023, du fait de la reprise mondiale après la pandémie. Cependant, la guerre qui a éclaté en Ukraine pourrait induire une baisse du PIB mondial de plus de 1 point de pourcentage la première année, et une hausse de l'inflation mondiale aux alentours de 2.5 points<sup>11</sup>.

La Russie et l'Ukraine sont de gros producteurs et exportateurs de produits alimentaires comme le blé, de minerais et de produits énergétiques. La guerre a déjà provoqué des chocs économiques et financiers, en particulier sur les marchés de matières premières, où les prix du pétrole, du gaz et du blé grimpent en flèche. Le recul des exportations de blé en provenance de la Russie et de l'Ukraine aura de sévères conséquences sur nombre d'économies en développement et entraîneront une aggravation de la faim et de la pauvreté, dans un contexte où il a déjà fallu faire face aux répercussions du COVID-19 sur les systèmes économiques, sociaux et sanitaires. Environ quatre millions de personnes ont déjà quitté l'Ukraine, et leur nombre augmentera probablement, soit un chiffre supérieur au nombre annuel de demandeurs d'asile enregistré dans les pays européens au plus fort de la crise des réfugiés syriens en 2015-16. Les deux tiers environ des réfugiés venant d'Ukraine, essentiellement des femmes et des enfants, sont accueillis en Pologne, en Hongrie et en République slovaque. Cette crise aura sans nul doute un impact sur l'APD dispensée par les membres du CAD en 2022, dans la mesure où ils aident les pays en développement à se redresser après la pandémie et à réagir face à la crise actuelle. Les membres du CAD ont montré qu'en temps de crise, les ressources d'APD peuvent être maintenues, voire accrues.

<sup>9</sup> <https://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf>

<sup>10</sup> Voir OCDE (2020), *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2021 : Une nouvelle façon d'investir pour transformer notre monde*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e3c30a9a-en>.

<sup>11</sup> OCDE (2022), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire de mars 2022 : Guerre en Ukraine : Conséquences économiques et sociales et implications pour les politiques publiques*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/f111a540-fr>.

*La présente note s'appuie sur les réponses apportées par les membres de l'OCDE au Questionnaire préliminaire sur les principaux agrégats de l'APD établi par le CAD. Les chiffres définitifs et détaillés relatifs aux apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2022.*

TABLEAU 1 : EQUIVALENT-DON DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2021<sup>a</sup>  
Millions de USD

Les données 2021 sont préliminaires

	APD totale (1+2)	APD/RNB %	EQUIVALENT-DON					FLUX <sup>b</sup>			Pour mémoire : Volume des flux totaux de l'APD - versements nets	
			Bilatéral		Multilatéral		Equivalent- don de l'APD sous-total (1)	Instruments du secteur privé		Dettes et ISP, sous-total - sur la base des flux (2)		
			Dons	Equivalent- don des prêts	Remises de dettes	Dons et souscriptions au capital		Equivalent- don des prêts	Approche institutionnelle			Approche fondée sur les instruments
Allemagne	32 232	0.74	21 988	1 333	-	8 538	-	31 858	-	374	374	31 491
Australie	3 444	0.22	3 069	-	-	376	-	3 444	-	-	-	3 444
Autriche	1 460	0.31	615	8	-	778	-	1 400	-	60	60	1 485
Belgique	2 571	0.46	1 125	9	-	1 384	-	2 518	53	-	53	2 574
Canada	6 271	0.32	4 327	-	-	1 361	-	5 688	-	582	582	6 226
Corée	2 855	0.16	1 366	780	-	710	-	2 855	-	-	-	2 987
Danemark	2 874	0.70	1 901	-	-	974	-	2 874	-	-	-	2 867
Espagne	3 542	0.25	1 465	7	3	2 093	-	3 568	-	-26	-26	3 252
Etats-Unis	42 311	0.18	33 182	-	3	9 127	-	42 311	-	-	-	41 872
Finlande	1 436	0.47	604	-	-	629	108	1 340	-	95	95	1 493
France	15 448	0.52	6 079	2 160	-	5 975	143	14 357	-	1 091	1 091	16 700
Grèce	264	0.12	6	-	-	258	-	264	-	-	-	264
Hongrie	455	0.29	273	-	-	182	-	455	-	-	-	455
Irlande	1 169	0.31	628	-	-	541	-	1 169	-	-	-	1 169
Islande	72	0.28	59	-	-	13	-	72	-	-	-	72
Italie	6 017	0.28	1 622	173	477	3 745	-	6 017	-	-	-	6 119
Japon	17 619	0.34	5 678	7 485	-	3 461	444	17 068	-	551	551	15 750
Luxembourg	539	0.99	385	-	-	154	-	539	-	-	-	539
Norvège	4 673	0.93	3 301	-	-	1 173	-	4 474	199	-	199	4 673
Nouvelle-Zélande	681	0.28	580	-	-	101	-	681	-	-	-	681
Pays-Bas	5 288	0.52	3 757	-	-	1 530	-	5 288	-	-	-	5 288
Pologne	952	0.15	252	21	2	678	-	952	-	-	-	940
Portugal	450	0.18	162	-	-	288	-	450	-	-	-	438
République slovaque	151	0.13	34	-	-	115	-	150	-	-	-	151
République tchèque	362	0.13	75	-	-	284	-	359	2	-	3	362
Royaume-Uni	15 814	0.50	8 826	-	-	5 786	281	14 893	776	145	920	16 379
Slovénie	115	0.19	46	-	-	69	-	115	-	-	-	115
Suède	5 927	0.92	3 847	-	-	1 963	-	5 810	-	117	117	5 927
Suisse	3 927	0.51	2 940	-	-	947	-	3 887	33	7	40	3 926
<b>TOTAL DU CAD</b>	<b>178 916</b>	<b>0.33</b>	<b>108 191</b>	<b>11 976</b>	<b>484</b>	<b>53 230</b>	<b>975</b>	<b>174 856</b>	<b>1 063</b>	<b>2 995</b>	<b>4 058</b>	<b>177 637</b>
Performance moyenne des pays du CAD		<b>0.39</b>										
<i>Pour mémoire :</i>												
Institutions de l'UE	19 027	-	16 396	2 768	216	34	-	19 415	-	-388	-388	22 592
Pays CAD-UE	81 250	0.49	44 864	3 711	482	30 175	251	79 483	56	1 710	1 765	81 627
Pays du G7	135 711	0.32	81 701	11 151	480	37 993	868	132 192	776	2 743	3 518	134 537
Pays non membres du G7	43 205	0.36	26 490	825	5	15 237	108	42 664	287	252	540	43 100
<i>Pays non-membres du CAD : <sup>c</sup></i>												
Estonie	60	0.17	25	-	-	35	-	60	-	-	-	60
Israël <sup>d</sup>	394	0.08	305	-	-	89	-	394	-	-	-	394
Lettonie	47	0.12	6	-	-	41	-	47	-	-	-	47
Lithuanie	83	0.13	17	-	-	66	-	83	-	-	-	83
Turquie	7 643	0.95	7 579	-	-	63	-	7 643	-	-	-	7 643
<i>Participants du CAD : <sup>e</sup></i>												
Arabie Saoudite	2 124	0.30	1 549	280	-	24	21	1 874	-	250	250	2 245
Bulgarie	91	0.12	14	-	-	77	-	91	-	-	-	91
Emirats arabes unis	1 489	0.40	1 350	26	-	113	-	1 489	-	-	-	1 301
Roumanie	327	0.12	92	-	-	234	-	327	-	-	-	327
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : <sup>f</sup></i>												
Croatie	94	0.15	22	-	-	73	-	94	-	-	-	94
Taïpei chinois	334	0.04	171	-	-	153	10	334	-	-	-	347

a) L'APD totale en 2021 comprend un montant de 12,0 milliards USD au titre de prêts accordés à des entités souveraines éligibles à l'APD, un montant de 1,1 milliard USD constitué de l'aide apportée à des mécanismes utilisant des ISP qui ont pour but de favoriser le développement, ainsi que des retours de capitaux, bénéfices compris, provenant de ces organismes, un montant de 3 milliards USD constitué de prêts et de participations apportés à des entreprises privées ayant des activités dans des pays admissibles au bénéfice de l'APD, ainsi que des remboursements et des retours de capitaux provenant de ces entreprises.

b) Versements nets. Certaines rubriques ne sont pas encore incluses dans la mesure de l'équivalent-don car les directives pour la notification de statistiques ne sont pas encore approuvées : il s'agit de l'usage des instruments du secteur privé.

[https://one.oecd.org/document/DAC/DAC/STATI\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DAC/DAC/STATI(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

c) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

d) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

e) L'Azerbaïdjan et le Koweït et le Qatar ont également participé au CAD, mais n'ont pas envoyé de données préliminaires 2021 à l'OCDE.

f) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2021.

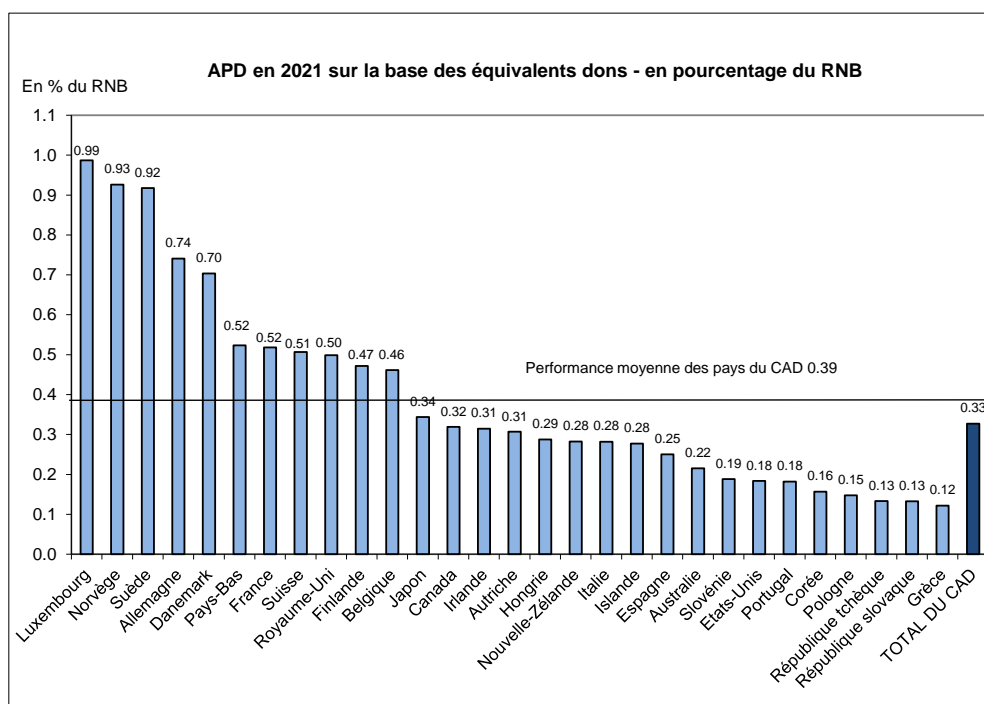
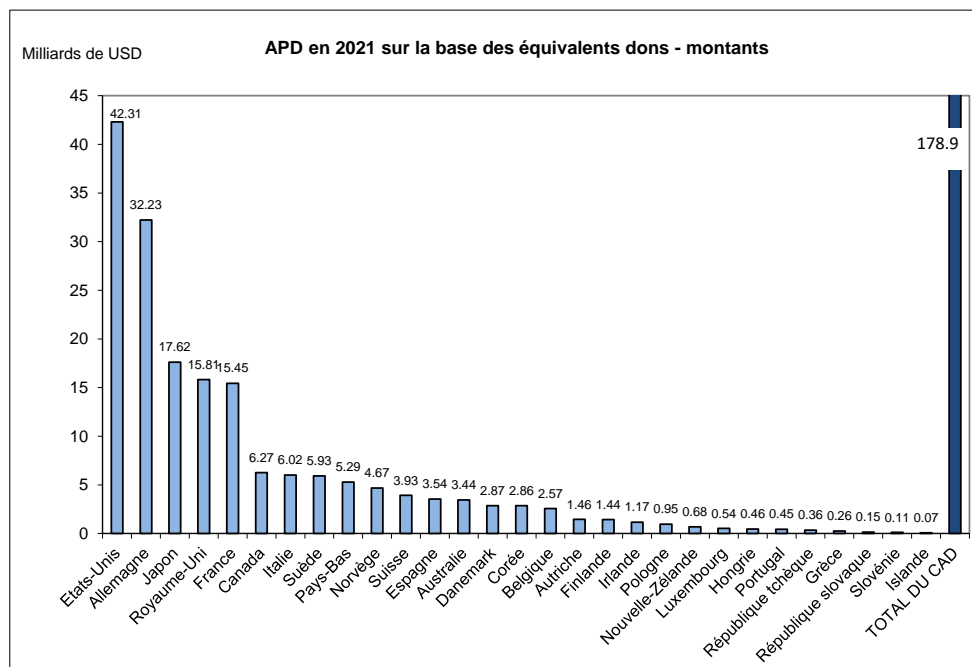
Notes: Les données 2021 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2022. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 12 avril 2022.

**GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT CONSENTIE PAR LES MEMBRES DU CAD EN 2021, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON**

Millions USD

Les données relatives à 2021 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2022.

**Tableau 2 : Tendence de l'aide publique au développement des membres du CAD en 2020 et 2021 sur la base des équivalents dons**  
Millions de USD, aux prix et taux de change de 2020  
*Les données 2021 sont préliminaires*

	2021				2020				Variation en pourcentage entre 2020 et 2021 (c)	Pour mémoire :	
	<i>dont :</i>				<i>dont :</i>					2021	2020
	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)	APD/RNB %	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)	APD/RNB %		Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>											
Allemagne	30 143	29 794	349	0.74	28 680	27 838	842	0.73	5.1	29 450	29 320
Australie	2 997	2 997	-	0.22	2 869	2 869	-	0.21	4.5	2 997	2 869
Autriche	1 385	1 328	56	0.31	1 273	1 226	48	0.30	8.7	1 409	1 321
Belgique	2 398	2 348	50	0.46	2 344	2 280	64	0.48	2.3	2 400	2 376
Canada	5 456	4 949	507	0.32	5 052	4 645	407	0.31	8.0	5 417	4 871
Corée	2 716	2 716	-	0.16	2 250	2 250	-	0.14	20.7	2 841	2 293
Danemark	2 724	2 724	-	0.70	2 652	2 652	-	0.72	-2.8	2 718	2 641
Espagne	3 361	3 386	-25	0.25	2 987	2 996	-9	0.23	12.5	3 085	2 739
Etats-Unis	40 687	40 687	-	0.18	35 576	35 576	-	0.17	14.4	40 265	35 396
Finlande	1 347	1 258	89	0.47	1 278	1 166	112	0.47	5.4	1 401	1 278
France	14 775	13 731	1 043	0.52	14 125	13 475	650	0.53	4.6	15 972	16 013
Grèce	248	248	-	0.12	325	325	-	0.17	-23.9	248	325
Hongrie	418	418	-	0.29	418	418	-	0.27	-0.1	418	418
Irlande	1 134	1 134	-	0.31	988	988	-	0.31	14.8	1 134	988
Islande	65	65	-	0.28	58	58	-	0.27	11.7	65	58
Italie	5 714	5 714	-	0.28	4 248	4 248	-	0.22	34.5	5 811	4 396
Japon	18 226	17 656	570	0.34	16 260	15 703	557	0.31	12.1	16 293	13 660
Luxembourg	496	496	-	0.99	452	452	-	1.03	9.7	496	452
Norvège	3 708	3 550	158	0.93	4 196	3 996	200	1.11	-11.6	3 708	4 196
Nouvelle-Zélande	603	603	-	0.28	530	530	-	0.26	13.8	603	530
Pays-Bas	4 975	4 975	-	0.52	5 359	5 359	-	0.59	-7.2	4 975	5 359
Pologne	907	907	-	0.15	829	829	-	0.14	9.4	896	812
Portugal	430	430	-	0.18	413	413	-	0.18	4.0	418	421
République slovaque	142	141	-	0.13	141	141	-	0.14	0.6	142	141
République tchèque	323	320	2	0.13	299	296	3	0.13	7.8	323	299
Royaume-Uni	14 627	13 776	851	0.50	18 568	17 604	964	0.70	-21.2	15 151	19 253
Slovénie	108	108	-	0.19	91	91	-	0.17	19.0	108	91
Suède	5 355	5 250	105	0.92	6 349	6 262	87	1.14	-15.7	5 355	6 348
Suisse	3 776	3 738	38	0.51	3 563	3 519	44	0.49	6.0	3 776	3 721
<b>TOTAL DAC</b>	<b>169 243</b>	<b>165 446</b>	<b>3 795</b>	<b>0.33</b>	<b>162 173</b>	<b>158 205</b>	<b>3 969</b>	<b>0.33</b>	<b>4.4</b>	<b>167 873</b>	<b>162 586</b>
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	17 983	18 350	-367	-	19 568	19 564	4	-	-8.1	21 352	21 056
Pays CAD-UE <sup>d</sup>	76 382	74 709	1 671	0.49	73 251	71 455	1 796	0.50	4.3	76 759	75 739
Pays du G7	129 629	126 308	3 321	0.32	122 510	119 090	3 420	0.31	5.8	128 359	122 910
Pays non membres du G7	39 614	39 138	474	0.36	39 663	39 115	549	0.38	-0.1	39 513	39 676
<i>Pays non-membres du CAD : <sup>e</sup></i>											
Estonie	59	59	-	0.17	50	50	-	0.17	18.4	59	50
Israël <sup>f</sup>	385	385	-	0.08	291	291	-	0.07	32.3	385	291
Lettonie	45	45	-	0.12	41	41	-	0.12	9.9	45	41
Lithuanie	80	80	-	0.13	72	72	-	0.13	10.7	80	72
Turquie	6 196	6 196	-	0.95	8 124	8 120	-	1.14	-23.7	6 196	8 124
<i>Participants du CAD : <sup>g</sup></i>											
Arabie Saoudite	2 007	1 771	236	0.30	1 821	1 821	250	0.25	10.2	2 122	1 957
Bulgarie	86	86	-	0.12	86	86	-	0.13	0.5	86	86
Emirats arabes unis	1 407	1 407	-	0.40	1 853	1 853	-	0.52	-24.1	1 230	1 772
Roumanie	309	309	-	0.12	305	305	-	0.12	1.2	309	305
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : <sup>h</sup></i>											
Croatie	89	89	-	0.15	77	77	-	0.13	15.8	89	77
Taipei chinois	316	316	-	0.04	406	403	-	0.06	-22.2	328	504

a) L'APD totale comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les remises de dettes, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales ainsi que l'équivalent-don des prêts à ces dernières.

b) Les apports comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets.

c) En tenant compte de l'inflation (déflateurs du PIB des Perspectives Economiques No 110 - Décembre 2021) et des mouvements de change.

d) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

e) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

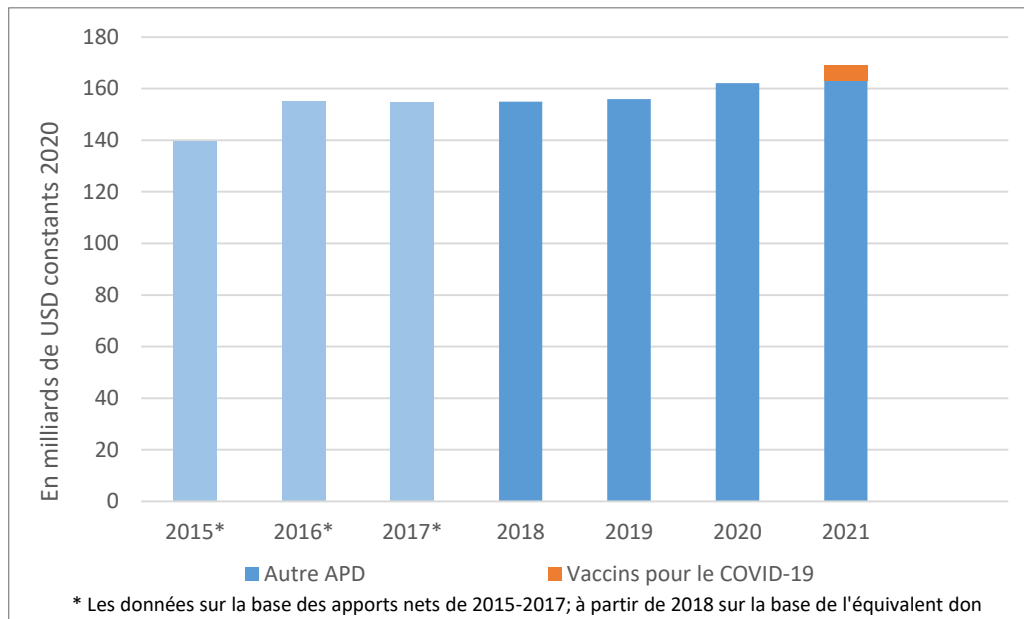
f) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

g) L'Azerbaïdjan, Koweït et Qatar sont également participants au CAD et n'ont pas envoyés leurs données préliminaires 2021 à l'OCDE.

h) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2021.

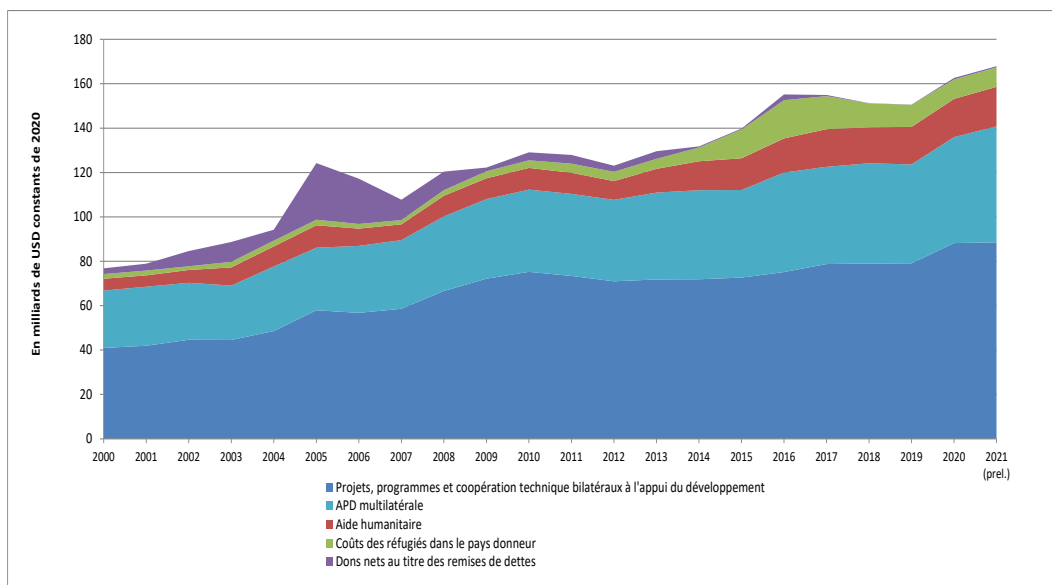
Source: OCDE, 12 avril 2022.

**GRAPHIQUE 2: PART DES VACCINS COVID-19 DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2021 SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON<sup>a</sup>**  
*Les données relatives à 2021 ne sont pas définitives*



Source : OCDE, 12 avril 2022.

**GRAPHIQUE 3: COMPOSITION DE L'APD NETTE ÉMANANT DES PAYS MEMBRES DU CAD**



Source : OCDE, 12 avril 2022.

TABLEAU 3a: PART DES VACCINS CONTRE LA COVID-19 DANS L'APD DES MEMBRES DU CAD (a)  
million de USD, sauf précision contraire  
Les données 2021 sont préliminaires

	APD Equivalent-don	dont : donations totales de vaccins	dont:				Part des vaccins dans le total APD %	Variation d'APD en pourcentage 2020-2021 (c)
			Doses en excédent de l'approvisionnement domestique	Méthodologie appliquée pour rapporter les donations de doses de vaccins en excédent de l'approvisionnement domestique (b)	Doses expressément achetées à destination des pays en développement	Coûts auxiliaires		
Allemagne	32 232	693	693	SG	-	-	2	2.8
Australie (d)	3 444	0	0	-	0	0	0	4
Autriche	1 460	19	19	SG	-	-	1	7.3
Belgique	2 571	32	32	SG	-	-	1	1.0
Canada	6 271	84	84	SG	-	-	1	6.6
Corée	2 855	23	23	SG	-	-	1	19.7
Danemark	2 874	56	56	SG	-	-	2	0.8
Espagne	3 542	268	268	SG	-	-	8	4.0
Etats-Unis (e)	42 311	4 000	-	-	3 500	500	9	3.6
Finlande	1 436	-	-	-	-	-	-	5.4
France	15 448	318	318	SG	-	-	2	2.4
Grèce (d)	264	-	-	-	-	-	-	-23.9
Hongrie	455	36	36	N	-	-	8	-8.0
Irlande	1 169	8	5	SG	2	1	1	14.0
Islande	72	7	-	-	4	3	9	1.5
Italie	6 017	227	227	SG	-	-	4	29.4
Japon	17 619	206	206	SG	-	-	1	10.8
Luxembourg	539	-	-	-	-	-	-	9.7
Norvège	4 673	44	44	SG	-	-	1	-12.5
Nouvelle-Zélande	681	11	5	SG	5	1	2	11.9
Pays-Bas (e)	5 288	-	-	-	-	-	-	-7.2
Pologne	952	55	54	SG	1	-	6	3.1
Portugal	450	30	29	SG	-	1	7	-3.0
République slovaque	151	11	11	SG	-	-	7	-6.8
République tchèque	362	7	7	SG	-	-	2	5.9
Royaume-Uni	15 814	141	138	SG	-	3	1	-21.9
Slovénie	115	11	11	SG	-	-	10	7.4
Suède	5 927	41	41	SG	-	-	1	-16.2
Suisse (f)	3 927	-	-	SG	-	-	-	6.0
<b>TOTAL DAC</b>	<b>178 916</b>	<b>6 330</b>	<b>2 309</b>	<b>-</b>	<b>3 512</b>	<b>509</b>	<b>4</b>	<b>0.6</b>
<i>Pour mémoire :</i>								
Institutions de l'UE	19 027	-	-	-	-	-	-	-8.1
Pays CAD-UE	81 250	1 813	1 808	-	3	2	2	1.9
Pays du G7	135 711	5 670	1 667	-	3 500	503	4	1.4
Pays non membres du G7	43 205	660	642	-	12	6	2	-1.7

a) Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donneurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur. Les données détaillées seront publiées en décembre 2022.

b) Le Secrétariat a vérifié que les pays appliquaient ses directives dans la déclaration des dons de vaccins et a confirmé que les chiffres de l'APD des membres avaient été comparés à leurs dépenses réelles en 2021 et que, le cas échéant, un ajustement avait été effectué. SG - les membres ont suivi les directives du Secrétariat ; N - n'a pas suivi les directives du Secrétariat et a appliqué un prix plus élevé que recommandé. La Hongrie a choisi d'utiliser ses prix d'achat réels plutôt qu'un prix moyen fixe inférieur, comme le recommandent les orientations du Secrétariat. S'il l'avait fait, son APD pour les dons de vaccins dépassant l'offre nationale se serait élevée à 22,9 millions de dollars. Pour plus d'informations sur la valorisation des vaccins voir ici : <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/FAQs-ODA-eligibility-of-COVID-19-related-activities-FEB-2022.pdf>.

c) En tenant compte à la fois de l'inflation et des mouvements des taux de change.

d) L'Australie et la Grèce collectent toujours des données sur les dons de vaccins et incluront les chiffres dans leur rapport final sur l'APD.

e) Les Pays-Bas et les États-Unis n'ont pas pris en compte les dons de vaccins provenant de leur approvisionnement national dans leur APD.

f) La Suisse a inclus les dons de vaccins dans son APD mais ne peut pas indiquer le chiffre correspondant séparément, pour des raisons de confidentialité. Le Secrétariat a toutefois vérifié que les rapports étaient conformes à ses orientations.

Source: OCDE, 12 Avril 2022.

**TABLE 3b: SOUTIEN DES MEMBRES DU CAD EN LIEN A LA COVID-19 (a)**  
**million de USD**  
*Les données 2021 sont préliminaires*

	2021			2020		
	Soutien en lien avec la COVID-19	dont: contrôle de la COVID-19 (b)	Pour mémoire: APD versements nets	Soutien en lien avec la COVID-19	dont: contrôle de la COVID-19 (b)	Pour mémoire: APD versements nets
Allemagne	3 023	1 000	31 491	4 350	922	29 320
Australie	-	-	3 444	1 114	167	2 869
Autriche	63	34	1 485	31	1	1 321
Belgique	72	52	2 574	112	4	2 376
Canada	1 497	1 054	6 226	321	114	4 871
Corée	485	377	2 987	557	451	2 293
Danemark	123	68	2 867	582	3	2 641
Espagne	456	300	3 252	153	34	2 739
Etats-Unis	5 088	5 088	41 872	436	436	35 396
Finlande	96	24	1 493	57	2	1 278
France	1 043	320	16 700	1 551	5	16 013
Grèce	-	-	264	-	-	325
Hongrie	48	48	455	24	14	418
Irlande	55	38	1 169	41	15	988
Islande	7	-	72	6	5	58
Italie	668	668	6 119	66	29	4 396
Japon	3 849	706	15 750	2 977	779	13 660
Luxembourg	82	-	539	1	1	452
Norvège	338	268	4 673	259	149	4 196
Nouvelle-Zélande	170	57	681	45	27	530
Pays-Bas	154	117	5 288	294	8	5 359
Pologne	60	55	940	21	1	812
Portugal	31	31	438	3	2	421
République slovaque	13	12	151	2	1	141
République tchèque	12	12	362	6	5	299
Royaume-Uni	756	261	16 379	2 125	418	19 253
Slovénie	13	13	115	2	1	91
Suède	84	61	5 927	465	73	6 348
Suisse	452	350	3 926	593	17	3 721
<b>TOTAL DAC</b>	<b>18 738</b>	<b>11 014</b>	<b>177 637</b>	<b>16 195</b>	<b>3 685</b>	<b>162 586</b>
<i>Pour mémoire :</i>						
Institutions de l'UE	10 453	1 260	22 592	1 322	246	21 056
Pays CAD-UE <sup>(c)</sup>	6 096	2 854	81 627	7 761	1 120	75 739
Pays du G7	15 924	9 097	134 537	11 827	2 703	122 910
Pays non membres du G7	2 814	1 917	43 100	4 368	982	39 676

a) Les données présentées dans ce tableau pour 2021 sont préliminaires et partielles, car de nombreux donateurs sont encore en train de collecter des informations détaillées sur les activités liées au COVID-19, notamment liés aux données par secteur. Ces données peuvent différer des annonces individuelles faites par les pays en raison du calendrier des paiements et certaines peuvent être rapportées dans les données de 2022. Les données détaillées seront publiées en Décembre 2022.

b) Couvre les activités liées au contrôle du COVID-19, par ex. information, éducation et communication; essai; la prévention; vaccination, traitement, soins et vaccins.

c) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

Source: OCDE, 12 avril 2022.

TABLEAU 4. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE  
Données préliminaires pour 2021

	2021			2020			Variation en pourcentage :
	APD équivalent don	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD équivalent don	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur
	millions de USD	millions de USD	%	millions de USD	millions de USD	%	2020 à 2021 <sup>(1)</sup>
	courants	courants	%	courants	courants	%	Aux prix et taux de change de 2020
<i>Pays du CAD:</i>							
Allemagne	32 232	2 690	8.3	28 680	2 631	9.2	6.1
Australie	3 444	-	-	2 869	-	-	4.5
Autriche	1 460	63	4.3	1 273	31	2.4	6.6
Belgique	2 571	251	9.7	2 344	134	5.7	-2.1
Canada	6 271	464	7.4	5 052	631	12.5	14.3
Corée	2 855	1	0.0	2 250	1	0.1	20.7
Danemark	2 874	52	1.8	2 652	57	2.2	3.1
Espagne	3 542	223	6.3	2 987	195	6.5	12.8
États-Unis	42 311	1 506	3.6	35 576	1 506	4.2	15.2
Finlande	1 436	69	4.8	1 278	59	4.7	5.3
France	15 448	1 151	7.5	14 125	1 224	8.7	6.0
Grèce	264	1	0.4	325	80	24.7	0.7
Hongrie	455	1	0.3	418	3	0.6	0.2
Irlande	1 169	50	4.3	988	38	3.8	14.2
Islande	72	9	12.2	58	6	9.8	8.8
Italie	6 017	556	9.2	4 248	229	5.4	29.0
Japon	17 619	0	0.0	16 260	0	0.0	12.1
Luxembourg	539	-	-	452	0	0.0	9.8
Norvège	4 673	52	1.1	4 196	47	1.1	-11.6
Nouvelle-Zélande	681	9	1.3	530	8	1.5	14.1
Pays-Bas	5 288	410	7.8	5 359	562	10.5	-4.3
Pologne	952	17	1.8	829	7	0.8	8.4
Portugal	450	9	2.1	413	10	2.4	4.3
République slovaque	151	1	0.7	141	1	0.7	0.6
République tchèque	362	6	1.7	299	6	1.8	7.9
Royaume-Uni	15 814	1 235	7.8	18 568	805	4.3	-24.1
Slovénie	115	2	2.0	91	3	3.0	20.2
Suède	5 927	88	1.5	6 349	149	2.4	-14.9
Suisse	3 927	368	9.4	3 563	323	9.1	5.6
<b>TOTAL DU CAD</b>	<b>178 916</b>	<b>9 285</b>	<b>5.2</b>	<b>162 173</b>	<b>8 746</b>	<b>5.4</b>	<b>4.6</b>
<i>Pour mémoire :</i>							
Pays CAD-UE <sup>(2)</sup>	81 250	5 641	6.9	73 251	5 418	7.4	4.8

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(2) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

Source: OCDE, 12 avril 2022.

DIRECTION DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE  
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'OCDE  
<https://www.oecd.org/fr/cad>

© OECD 2022

*Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.*